

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION  
DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

-----

COMITE PERMANENT DE CADRAGE MACROECONOMIQUE ET BUDGETAIRE  
(CPCMB)

PREPARATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2014

**DOCUMENT D'ORIENTATION BUDGETAIRE**

(Lettre de Cadrage Budgétaire)

**2014 - 2016**

*Bujumbura, Août 2013*

---

## PREFACE

Le présent « **Document d'Orientation Budgétaire** (DOB) » tient lieu de lettre de cadrage pour guider les activités de préparation du budget de l'Etat pour l'année 2014 et assurer sa cohérence avec les priorités du Deuxième Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CSLP-II). Au cours des prochaines années, et dans le cadre de la mise en œuvre du CSLP-II, l'enjeu de la croissance et de la création d'emplois pour un recul substantiel de la pauvreté seront placés au centre de l'action du Gouvernement.

J'invite tous les membres du Gouvernement au respect scrupuleux des présentes orientations pour la préparation des projets de budget pour l'année 2014. Les Institutions Constitutionnelles de la République sont également appelées à s'inscrire dans cette nouvelle démarche pour accompagner la mise en œuvre effective du CSLP-II dont l'objectif majeur est de créer les conditions favorables pour impulser le développement économique et social de notre pays.

*Fait à Bujumbura, le.../08/2013*

**LE MINISTRE DES FINANCES  
ET DE LA PLANIFICATION DU  
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

***HON. TABU ABDALLAH MANIRAKIZA***

## SOMMAIRE

I. Introduction .....	4
II. Contexte politique, économique et social.....	6
III. Perspectives macroéconomiques 2014-2016.....	9
III.1. Hypothèses de projection 2014-2016 .....	9
III.2. Profil de croissance économique .....	10
III.3. Inflation et taux de change .....	12
IV. Perspectives budgétaires a moyen terme.....	12
IV.1. Politiques budgétaires.....	12
IV.2. Perspectives budgétaires .....	14
V. Orientations budgétaires .....	17
V.1. Hypothèses de projections budgétaires 2014-2016.....	17
V.2. Allocations budgétaires par axe stratégique du CSLP II.....	18
Annexes.....	22

## Liste des tableaux

---

Tableau 1. Profil de croissance économique.....	12
Tableau 2. Recettes internes permanentes de l'Etat (en ratio du PIB).....	15
Tableau 3. Dépenses totales de l'Etat (en ratio du PIB).....	16
Tableau 4. PIB ressources, Croissance réelle annuelle.....	23
Tableau 5. PIB Ressources, ratio au PIB.....	24
Tableau 6. PIB ressources, nominal en milliards de FBU.....	25
Tableau 7. Tableau des Opérations Financières de l'Etat, en ratio au PIB.....	26
Tableau 8. Tableau .des Opérations Financières de l'Etat (en milliards de FBU).....	27
Tableau 9. Priorités du CSLP II et Enveloppes budgétaires projetées.....	28
Tableau 10. Parts relatives des crédits budgétaires.....	29
Tableau 11. Enveloppes Budgétaires Ministérielles Projetées 2013-2016.....	30

## I. INTRODUCTION

Le présent document dit « **Document d’Orientation Budgétaire 2014-2016** » (**DOB**) sert à la fois de guide stratégique et pratique pour la préparation du budget 2014, en vue de son alignement sur les priorités du Gouvernement en réponse aux ambitions du pays et aux aspirations des populations, telles que contenues dans le **Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté de deuxième génération (CSLP-II)**. Le Document d’Orientation Budgétaire a pour fondements juridiques la nouvelle loi organique relative aux finances publiques adoptée en 2008 (*Loi n°1/35 du 04 décembre 2008 relative aux Finances Publiques*) et des textes subséquents (*Règlement Général de Gestion des Budgets Publics du 18 Octobre 2011 et le Décret sur la Gouvernance Budgétaire du 24 juillet 2012*). Il s’inscrit dans le cadre du processus CDMT (Cadre de Dépenses à Moyen Terme), dont la mise en œuvre en cours se traduit par l’introduction d’importantes innovations, notamment dans la gestion économique et financière ainsi que dans la planification stratégique, à travers l’adoption d’une gouvernance tournée vers la gestion axée sur les résultats du développement (GARD). Dans cette optique, le Gouvernement s’est engagé à faire du budget un véritable instrument d’opérationnalisation de sa politique de développement.

**La mise en œuvre efficace du CSLP-II nécessite des renforcements importants en matière de programmation et de budgétisation.** En effet, l’ampleur des besoins nécessite des choix rigoureux et plus d’efficacité dans leur exécution, notamment dans la réalisation des investissements, afin d’en maximiser l’impact sur le développement du pays tout en minimisant l’incidence sur le budget de l’Etat. Le rythme de croissance des dépenses induites par la mise en œuvre du CSLP-II peut poser des problèmes d’absorption et exposer le pays à des graves risques de dérapages macroéconomique et financier qui annihileraient les gains attendus. Dès lors, le Gouvernement veillera à maintenir la stabilité macroéconomique et financière tout en poursuivant la réalisation des ambitions du CSLP-II.

**C’est pour concilier ces enjeux contradictoires que le Gouvernement s’est engagé à renforcer la démarche planificatrice fondée sur la Gestion Axée sur les Résultats du Développement (GARD) dont les CDMT en constituent un des principaux outils.** Dans ce cadre, la budgétisation aux niveaux central et sectoriel se fait dorénavant selon la démarche CDMT et de budgétisation par objectifs de programme, en s’assurant que : (i) les dépenses sont financées en conformité avec les objectifs de stabilité macroéconomique ; (ii) les dotations des Ministères sont alignées sur les besoins induits par les urgences du moment et les priorités sectorielles de la Stratégie de Développement et de Lutte contre la Pauvreté ; et que (iii) les dotations tiennent compte des capacités d’exécution des Ministères ainsi que de l’efficacité des dépenses.

Le « **Document d’Orientation Budgétaire** » encadre le processus de programmation budgétaire comme décrit ci-dessus. Menés dans une démarche participative impliquant tous les Ministères sectoriels, les travaux de préparation du présent document ont été conduits par le **Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique et Budgétaire (CPCMB)** institué le 10 Août 2010 par Ordonnance conjointe N°120/540/1209/2010 du Ministre du Plan et de la Reconstruction et du Ministre des Finances. Le DOB fait le point sur les développements socio-économiques et financiers récents, présente les perspectives d’évolution de l’activité économique nationale et donne les grandes orientations budgétaires pour les trois années à venir autour desquelles l’ensemble du Gouvernement est fédéré. Il est élaboré pour servir de base aux échanges en amont sur les orientations budgétaires avec les autres parties prenantes du processus budgétaire au sein de l’Exécutif, et en aval pour servir de rapport de

présentation du projet de budget au pouvoir législatif. Il sert également de support de communication des enveloppes budgétaires aux Ministères sectoriels et institutions pour la préparation des projets de budgets, ainsi que pour les discussions en conférences budgétaires.

Les allocations budgétaires présentées dans ce document couvrent une période triennale (2014-2016). Cependant, il convient de noter que la Loi de Finances pour l'année 2014 ne portera que sur la première tranche (2014). Les autres tranches annuelles sont affichées à titre indicatif afin de donner une orientation à moyen terme aux Ministères sur les moyens qui pourraient leur être accordés en fonction des perspectives économiques et du niveau induit des ressources de l'Etat.

## **II. CONTEXTE POLITIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIAL**

### **II.1. Au plan politique**

Ce Document d'Orientation Budgétaire a été élaboré dans un environnement politique apaisé. En effet, après la mise en place de l'«Institution Ombudsman» et du «Forum de Dialogue Permanent des partis politiques» ayant permis de contenir les revendications nées des suites des élections de 2010, le pays vient d'abriter au courant du mois de mars 2013, de la part du Gouvernement, un atelier qui a rassemblé toute la classe politique tenu à Kayanza.

Cet atelier avait pour objectif de débattre sur le processus électoral au Burundi: «*Enseignements et perspectives*». A l'issue de ces assises, les acteurs politiques burundais ont ainsi arrêté une feuille de route pour une bonne organisation des élections de 2015 et cela devrait contribuer à la consolidation des avancées démocratiques.

Par ailleurs, le Burundi accorde une priorité à l'intégration régionale et la coopération avec les pays de la sous-région. C'est dans ce sens qu'il compte développer des liens forts avec les organisations régionales et sous régionales, notamment la Communauté Est Africaine pour laquelle la création d'une Fédération Politique est à l'étude.

### **II.2. Au plan économique**

La situation post-conflit demeure un handicap majeur pour le Burundi afin de pouvoir bénéficier pleinement d'un environnement extérieur favorable. L'économie a néanmoins fait des progrès, avec une croissance économique moyenne de 4,5% ces trois dernières années. Les politiques mises en place ont permis de contenir l'inflation à un chiffre sur la même période exception faite pour l'année 2012 où elle s'est établie à 18,2%. La double hausse des prix des produits énergétiques et des denrées alimentaires ont fragilisé l'économie, affectant lourdement la position extérieure du pays, la situation des finances publiques et les conditions de vie de la population.

L'activité économique devrait enregistrer un taux de croissance estimé à 4,8% en 2013. Cette hausse s'expliquerait principalement par les performances attendues au niveau de l'agriculture vivrière, l'énergie ainsi que la reprise de la production industrielle, notamment la production de textile. En effet, l'agriculture vivrière devrait enregistrer une production en progression de l'ordre de 3,5% par rapport au niveau de 2012, suite aux efforts du Gouvernement visant à mettre en œuvre le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA). Le secteur de l'eau et électricité connaîtrait une progression de 15% contre 7,6% en 2012, suite essentiellement à la location des centrales électriques d'une puissance d'environ 10 mégawatts. En outre, la production de l'industrie du textile devrait connaître une forte

croissance du fait du démarrage des activités de l'AFRITEXTILE, qui donnera un souffle nouveau à ce sous-secteur qui devrait bondir jusqu'à 15 % en 2013.

**Au niveau des échanges avec l'extérieur**, la balance commerciale est restée structurellement déficitaire sur la période 2010-2012. Le niveau du déficit s'est établi en moyenne à 20,2% du PIB et devrait se situer à 18,3% en 2013. Les importations demeurent de loin supérieures aux exportations, soit 3 fois plus élevées et représentent respectivement en moyenne sur la période 27% et 6% du PIB. Le degré d'ouverture de l'économie nationale au reste du monde qui est passé de 33,9% en 2011 à 33,5 % en 2012, devrait progresser pour atteindre 34,9 % en 2013.

**Dans le secteur monétaire**, la période 2010-2012 a été marquée par une évolution de la situation monétaire cohérente avec celle des autres comptes macroéconomiques. En effet, la masse monétaire s'est accrue en moyenne de 10%, soit 7 points de moins que la croissance du PIB nominal. Sous l'effet de la politique monétaire prudente mise en place par la Banque centrale, l'inflation a pu être contenue à un chiffre, soit 8,1% en moyenne sur la période 2010-2011. Cependant, malgré les efforts conjugués des autorités gouvernementales (détaxation de produits alimentaires de première nécessité) et monétaires à travers une politique monétaire contracyclique (recours au système du Marché Interbancaire des Changes (MIC), revue à la baisse du taux directeur passant de 14,34% fin décembre 2011 à 13,77%, à fin décembre 2012), les pressions inflationnistes n'ont pas pu être contenues en 2012. Les prix à la consommation ont connu une forte hausse et l'inflation a atteint 18,2%. Pour l'année 2013, la progression des prix devrait progresser modérément et l'inflation se situerait à 10%.

**Le taux de change** officiel BIF/USD a observé une tendance haussière sur la période 2010-2012. Il est en moyenne évalué à 1312,8 BIF pour 1 dollar. Au regard des tendances observées pour le premier trimestre, la monnaie nationale devrait connaître une forte dépréciation pour atteindre 1560 BIF pour 1 dollar en 2013.

**Au niveau des finances publiques**, des progrès ont été observés dans la gestion des finances publiques. Les recettes publiques hors dons se sont établies aux alentours de 15,2% du PIB en moyenne sur la période 2010-2012. Ce ratio devrait se situer à 15,9% du PIB, suite essentiellement à la mise en œuvre effective de la Stratégie de Gestion des Finances Publiques. Cependant, l'application de l'Ordonnance ministérielle n°540/117 du 29 janvier 2013 portant modalités de calcul de l'impôt professionnel sur les rémunérations (IPR) et l'incendie du marché central de Bujumbura risqueront de réduire l'ampleur de la performance attendue.

S'agissant des **dépenses publiques**, le pays a continué sa politique de contenir la progression des dépenses courantes au profit de celles d'investissement. A cet effet, les dépenses d'investissement financées sur les ressources internes ont progressé de 18,3% en moyenne sur la période 2010-2012 alors que les dépenses de fonctionnement n'ont progressé que de 11% en moyenne sur la même période. En dépit de ces efforts déployés pour contenir les dépenses courantes, les marges budgétaires dégagées ne sont pas encore suffisantes pour financer les besoins en investissement.

Par ailleurs, le solde budgétaire global (base caisse) s'est détérioré passant de -18,9% en 2010 à -20,8% du PIB en 2012. Afin de faire face à cette situation, le Gouvernement poursuivra ses efforts pour contenir les dépenses publiques, ce qui devrait se traduire par une légère atténuation du déficit budgétaire, qui se situerait à 18,6% du PIB en 2013.

### **II.3. Au plan social**

Le pays a enregistré des résultats positifs dans les secteurs de l'éducation et de la santé grâce essentiellement à la poursuite des efforts déjà entrepris visant l'amélioration de la santé et de l'éducation de la population. Ces efforts concernent notamment (i) la gratuité de la scolarité primaire, des services de santé maternelle et des soins de santé des enfants de moins de 5 ans, (ii) l'introduction du financement basé sur la performance ainsi que (iii) l'instauration de la carte d'assistance médicale.

**Dans le domaine de l'enseignement**, le taux de scolarisation a globalement progressé de 2005 à 2011. La mesure de gratuité du primaire a permis une augmentation spectaculaire du taux brut de scolarisation, passant de 81,6 % à 138,3 % entre 2005 et 2011. De son côté, l'expansion rapide du système des collèges communaux s'est traduite par une augmentation de 80% des effectifs du secondaire. Dans l'enseignement supérieur, le nombre d'étudiants a doublé grâce, surtout, à l'essor de l'enseignement privé.

**Dans le domaine de la santé**, la construction et l'équipement de nouvelles infrastructures, la formation du personnel, la décentralisation des services notamment avec la mise en place des districts sanitaires, la gratuité de certains médicaments (contre la malaria et le VIH) et des soins médicaux aux femmes enceintes et aux enfants de moins de 5 ans ont permis de réaliser des progrès importants sur les plans de l'accessibilité et de la qualité des services. Les indicateurs de santé se sont généralement améliorés; notamment le taux d'accouchement dans les centres de santé est passé de 45,8% en 2010 à 55,0% en 2011 et celui de mortalité infantile a baissé de 114 à 101 pour 1 000 naissances vivantes entre 2008 et 2010.



**Au niveau de l'emploi**, la situation actuelle est caractérisée notamment par (i) l'absence de politique nationale en matière d'emploi et mauvaise connaissance du marché de travail ; (ii) l'inadéquation entre la formation et l'emploi; (iii) l'inaccessibilité au système formel de financement; (iv) l'insuffisance de structures d'encadrement à l'auto-emploi; (v) la faible diversification des créneaux porteurs d'emploi, précarité des emplois etc.

Dans l'ensemble, les jeunes diplômés rencontrent des difficultés pour accéder au marché du travail, et le taux de chômage à Bujumbura tend à croître avec le niveau d'éducation. Il touche 10,7 % des actifs qui n'ont pas été à l'école, 13,7 % de ceux ayant fréquenté le primaire, 18,9 % de la population ayant le niveau du secondaire général, et 12 % des Burundais possédant le niveau de l'enseignement supérieur.

Face à cette situation, le Gouvernement a adopté une série de mesures d'urgence, à savoir:

- Le développement des programmes de travail temporaire en faveur des démobilisés ;
- L'exécution des projets pilotes afin de promouvoir l'activité économique locale ou la réintégration des groupes affectés par la crise;
- La mise en place de quelques initiatives durables telles la création l'Agence Burundaise pour l'Emploi des Jeunes (ABEJ), qui a pour mission d'identifier et de sensibiliser les employeurs pouvant accueillir les jeunes sans expérience professionnelle et les encadrer sous forme de stage de premier emploi ;
- La politique de l'emploi.

### **III. PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES 2014-2016**

#### **III.1. Hypothèses de projection 2014-2016**

Les hypothèses retenues pour le cadrage macroéconomique, et partant, le cadrage budgétaire pour la période 2014-2016 tiennent compte des développements économiques récents internes et externes ainsi que de la poursuite des réformes entreprises par le Gouvernement. Ces hypothèses sont également marquées par la volonté de l'Etat d'accroître de manière soutenue le niveau de ses ressources propres.

Au plan international, les hypothèses reposent notamment sur :

- Une faible reprise de croissance économique mondiale dans les économies avancées, soit 2,4% en 2013 contre 2,2% en 2012;
- La crise de la dette dans la zone euro qui demeurerait à moyen terme une menace de la croissance mondiale ;
- Une faible augmentation des prix du baril de pétrole sur la période 2014-2016;

- Un relèvement des cours mondiaux du café et du thé sur la période 2014-2016, soit une croissance moyenne de 2%;

Au plan national, les hypothèses retenues sont entre autres :

- Un niveau des appuis budgétaires plus élevé que celui réalisé l'année précédente en rapport avec les annonces des Bailleurs de fonds pendant la Conférence de Genève, soit 645,3 Mrds de BIF en 2013 contre 396 Mrds en 2012;
- Une bonne production vivrière attendue en liaison avec la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA);
- Une pluviométrie normale et une mise à disposition au moment opportun des intrants agricoles et les semences sélectionnées avec un impact positif sur les productions des secteurs de l'agriculture et de l'élevage ;
- Une relance effective de la production de l'AFRITEXTILE;
- Un achèvement des travaux d'installation de la dorsale nationale à fibre optique, qui permettra d'améliorer la qualité des services de la télécommunication;
- Une réduction du déficit de l'énergie électrique dans le pays suite notamment à la location de groupes électrogènes (ayant une capacité de 10 mégawatts) auprès de l'INTERPETROL et à la fin des travaux de construction du barrage sur Mpanda (en 2016) ;
- Une tendance baissière de l'inflation sur la période, soit 10% en 2013, 8% en 2014 et 5,8% en 2016.

Ainsi, sur base de ces hypothèses ci-dessus et tenant compte des principaux éléments de risques liés à l'évolution défavorable de certains cours des matières premières pour le pays et à la persistance des conflits dans la sous-région, les simulations faites à l'aide du modèle MACMOD-BI se présentent comme suit.

### **III.2. Profil de croissance économique**

La croissance du PIB remontera de 4,8% en 2013 à 5,4% en 2014 pour atteindre 7,2% et 2016, soit une moyenne avoisinant 6% sur la période projection. Cette croissance serait soutenue par l'ensemble des activités économiques.

- ✓ Le secteur primaire devrait enregistrer un taux de croissance moyen de 7,1% sur les trois prochaines années. Cette croissance résulterait des actions qui seront entreprises dans le secteur agricole et l'élevage en vue de la relance de la production dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) notamment la mise en valeur des espaces cultivables, l'aménagement des marais ainsi que la mise à disposition au moment opportun des intrants agricoles et les semences sélectionnées. En

vue d'accroître la production animale, le Gouvernement entend poursuivre et intensifier des actions de repeuplement du cheptel.

- ✓ Le secteur secondaire garderait sa tendance haussière grâce aux efforts soutenus déployés pour transformer la structure de l'économie. En effet, ce secteur afficherait un taux de croissance de 10,5% en 2014 contre 9,1% estimé pour l'année en cours. Ce taux enregistrerait une croissance moyenne de 12,2% sur la période 2014-2016. Cette croissance serait principalement tirée par le sous secteur électricité, eau et gaz ainsi que l'industrie textile. La production de l'électricité, eau et gaz accroitrait de 17,5% en moyenne entre 2014 et 2016 grâce aux importants investissements dont bénéficiera ce sous secteur notamment l'exploitation de nouvelles centrales thermiques, la réhabilitation du barrage hydroélectrique de Rwegura ainsi que la fin des travaux de construction du barrage hydroélectrique de Mpanda. L'industrie textile quant à elle, croitrait jusqu'à 12,0% en moyenne sur les trois prochaines années suite à la production attendue de l'AFRITEXTILE.
  
- ✓ Le secteur tertiaire enregistrerait en 2014 un taux de croissance de 2,8% et atteindrait 4,4% en 2016 soit une moyenne de 3,9% sur la période. Ces performances seraient imputables principalement aux développements réguliers observés au niveau du sous secteur «Santé et action sociale» en cohérence avec les ambitions affichées dans le CSLP-II, ainsi qu'à la poursuite du développement du sous-secteur «hébergement et restaurant» qui devrait connaître une hausse importante au cours de la période 2014-2016 (en moyenne 9,9%) inhérente à la réhabilitation des principaux sites touristiques ainsi qu'au repositionnement du Burundi dans les choix pour la tenue de certains évènements régionaux et sous- régionaux.

**Tableau 1: Profil de croissance économique**

	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire	4,5%	7,0%	6,1%	8,2%
Secteur secondaire	9,1%	10,5%	12,9%	13,1%
Secteur tertiaire	3,2%	2,8%	4,5%	4,4%
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>4,5%</b>	<b>5,4%</b>	<b>6,5%</b>	<b>7,2%</b>
Impôts et Taxes	7,8%	5,4%	6,5%	7,2%
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>4,8%</b>	<b>5,4%</b>	<b>6,5%</b>	<b>7,2%</b>

Source: CPCMB, Projection à l'aide du modèle MCMB-BI

### III.3. Inflation et taux de change

**Inflation:** Le taux d'inflation moyen annuel (mesuré par l'indice des prix à la consommation des ménages) qui était de 18,2% en 2012 pourrait descendre jusqu'à 10% en 2013, 8% en 2014 pour atteindre 7,2% en moyenne sur la période 2014-2016. Ces améliorations sont envisageables suite à l'augmentation probable de la production agricole, à la faible hausse des cours mondiaux des produits pétroliers, à l'amélioration de la gestion des liquidités et à une diminution drastique du financement du déficit budgétaire.

**Taux de change:** Etant donné la persistance des difficultés au niveau de la balance commerciale du pays (qui demeure déficitaire), la tendance baissière de la valeur du francs Burundi (dépréciation) devrait continuer sur la période. Cela devrait poser des problèmes de capacités d'importation du pays pour répondre aux besoins d'investissements massifs qu'induirait la mise en œuvre du CSLP-II. Le taux de change moyen Dollar américain/BIF qui était de 1442,5 est estimé à 1560 en 2014 et projeté à environ 1680 en 2016.

## IV. PERSPECTIVES BUDGETAIRES A MOYEN TERME

### IV.1. Politiques budgétaires

Le Gouvernement poursuivra les réformes déjà engagées pour accroître le rendement de la fiscalité intérieure ainsi que celui de la fiscalité de porte. A cet effet, il contribuera à la mise en œuvre effective du plan d'actions de l'OBR entrepris depuis 2011, visant l'accroissement des recettes collectées.

Au niveau des dépenses, les efforts seront poursuivis pour la maîtrise des charges de fonctionnement des services publics, en vue de dégager des marges budgétaires pour la mise en œuvre des actions clés du CSLP-II. Il s'agit notamment de consolider les acquis du

CSLP-I, de poursuivre la dotation du pays en infrastructures socio-économiques de base et de créer les conditions de développement des secteurs de production. Toujours dans l'optique de contenir le rythme de progression des dépenses et d'une meilleure dotation des ressources budgétaires, l'allocation budgétaire aux Ministères et institutions sera basée à la fois sur les priorités du CSLP-II, les besoins réels des Ministères et Institutions tirés des Programmes d'Actions Prioritaires (PAP) pour la mise en œuvre des plans sectorielles stratégiques, et en s'assurant des capacités réelles d'exécution des crédits alloués. Cette priorisation des dépenses permettra au Gouvernement d'assurer le financement du CSLP-II, tout en sécurisant les crédits liés au fonctionnement régulier des services de l'administration.

En outre, de nouvelles stratégies de financement seraient développées en appui aux recettes fiscales. Il s'agit entre autre d'une plus forte contribution du secteur privé au financement du développement à travers le renforcement du Partenariat Public-Privé dans le financement de grandes édifices et ouvrages socioéconomiques. Ainsi, le Gouvernement, mettra plus en valeur de nouveaux types de financement d'infrastructures ayant cours dans l'économie moderne. Aussi, le recours au marché financier pour le financement de projets de développement ainsi que certains avantages fiscaux accordés aux investisseurs stratégiques, accompagneront cette nouvelle vision. Par ailleurs la stratégie des avantages fiscaux ont permis au cours des dernières années de relancer le secteur de l'hébergement et de l'hôtellerie, afin de créer les conditions nécessaires au développement d'une industrie touristique.

La diversité de ces financements pourrait accroître les capacités financières de l'Etat pour faire face à un rythme de dépenses soutenu en phase avec les ambitions du CSLP-II. Les dépenses en capital consommeront l'essentiel des nouveaux financements, notamment les infrastructures de base.

Ainsi, le Gouvernement continuera de consacrer des efforts à l'amélioration de la Gouvernance économique et financière et la transparence dans la gestion des finances publiques, pour une plus forte mobilisation des Partenaires Techniques et Financiers dans l'accompagnement de la mise en œuvre du CSLP-II. En outre, le Gouvernement s'adressera aux marchés financiers pour lever des fonds complémentaires à la mise en œuvre des actions de développement clés contenues dans le CSLP-II. Cependant, afin d'éviter de retomber dans le cercle vicieux de l'endettement public, après le bénéfice de l'initiative PPTE et IADM, les emprunts à taux hautement concessionnels seront privilégiés.

## IV.2. Perspectives budgétaires

Le Gouvernement entend poursuivre son objectif de contenir les dépenses courantes afin de dégager les ressources nécessaires au financement des projets d'investissement à croissance rapide et d'accroître le rendement des services fiscaux en vue d'améliorer le niveau des ressources propres de l'Etat. En outre, un code des impôts a été révisé au début de l'année 2013 et des efforts seront redynamisés pour accroître le rendement des services fiscaux en vue d'améliorer le niveau des ressources propres de l'Etat sans toutefois accroître démesurément le poids de la fiscalité sur les contribuables. Le développement du marché financier à travers l'émission des titres publics sera également envisagé pour la mobilisation des ressources additionnelles.

Au niveau des **recettes**, sur la période 2014-2016, les ressources internes totales connaîtraient une progression modérée et leur ratio au PIB resterait stable autour de 14,2%. Les recettes fiscales vont poursuivre leur tendance haussière et atteindraient une croissance moyenne de 12,7% et le taux de pression fiscale qui est estimé à 12,3% en 2013 atteindrait 12,8% en 2016. Cette croissance sera tirée essentiellement par les taxes sur les biens et services qui à elles seules représenteraient 7,6% du PIB sur la période 2014-2016. Les taxes sur le commerce extérieur et les transactions internationales, quant à elles, connaîtraient une croissance moyenne de 1,3% du PIB sur la période.

Quant aux recettes non fiscales, elles demeureront moins importantes et son ratio au PIB se stabiliserait autour de 1,4% au cours de la période, représentant ainsi 10% des ressources propres de l'Etat.

En ce qui concerne les ressources extérieures, les Partenaires Techniques et Financiers du Burundi continueraient à apporter leur soutien au développement du pays en participant à la mise en œuvre du CSLP-II. Ce soutien se traduira par la perpétuation et l'augmentation des appuis financiers extérieurs. Les dons projets devraient représenter 13,3% du PIB en moyenne sur la période sous revue contre 10,3% du PIB en moyenne sur la période 2011-2013.

**Tableau 2: Recettes internes permanentes de l'Etat (en ratio du PIB)**

	2013	2014	2015	2016
Recettes totales	13,7%	13,8%	14,1%	14,2%
<b>Recettes fiscales</b>	<b>12,3%</b>	<b>12,5%</b>	<b>12,7%</b>	<b>12,8%</b>
Impôt sur le revenu	3,8%	3,8%	3,8%	3,9%
Taxes sur les biens et services	7,4%	7,5%	7,6%	7,6%
Taxes sur le commerce extérieur	1,1%	1,2%	1,3%	1,4%
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>1,4%</b>	<b>1,4%</b>	<b>1,4%</b>	<b>1,4%</b>

Source: CPCMB, Projection à l'aide du modèle MCMB-BI

S'agissant des **dépenses**, leur orientation sera une fois de plus guidée par l'objectif de soutenir la croissance économique tout en préservant les acquis sociaux du CSLP-I. Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de Gestion des Finances Publiques 2012-2014, l'évolution des dépenses sera également marquée par la mise en place progressive de pratiques modernes et efficaces de gestion de la dépense, notamment la déconcentration de la fonction d'ordonnancement de la dépense vers les Ministères sectoriels, la rationalisation du circuit de la dépense, l'application du Règlement Général de Gestion des Budgets Publics.

Les dépenses devraient ainsi représenter globalement 34,6% du PIB en moyenne sur la période 2014-2016. Ce ratio serait tiré par les dépenses d'investissement (19,2% de croissance moyenne), notamment par sa composante financée sur les ressources externes (15,8% de croissance moyenne). Au total, sur la période, le ratio des dépenses au PIB passerait de 33,5% en 2014 à 34,3% à l'horizon 2016. Le ratio des dépenses courantes au PIB afficherait une baisse de 0,8 point de pourcentage (passant de 14,9% en 2014 à 14,1% en 2016). Les dépenses en capital passeraient de 18,3% à 20,1% en ratio du PIB entre 2014 et 2016.

**Tableau 3: Dépenses totales de l'Etat (en ratio du PIB)**

	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Dépenses et prêts nets	34,2%	33,5%	35,5%	34,3%
<b>Dépenses courantes</b>	<b>16,0%</b>	<b>14,9%</b>	<b>14,8%</b>	<b>14,1%</b>
Traitements	7,5%	7,4%	7,3%	7,0%
Biens et services	2,7%	2,4%	2,4%	2,3%
Transferts et subventions	4,5%	4,3%	4,3%	4,2%
Intérêts dûs	0,9%	0,8%	0,7%	0,7%
Intérieurs	0,7%	0,7%	0,7%	0,6%
Extérieurs	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
<b>Autres dépenses</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,2%</b>
<b>Dépenses exceptionnelles</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>1,2%</b>	<b>0,0%</b>
dont Elections	0,0%	0,0%	1,2%	0,0%
<b>Dépenses en capital</b>	<b>18,0%</b>	<b>18,3%</b>	<b>19,2%</b>	<b>20,1%</b>
Ressources intérieures	2,7%	3,1%	3,3%	3,9%
Ressources externes	15,2%	15,2%	16,0%	16,1%
Prêts projets	1,0%	1,8%	2,7%	3,1%
Dons projets	14,2%	13,5%	13,3%	13,0%
<b>Prêts nets</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>

Source: CPCMB, Projection à l'aide du modèle MCMB-BI

Compte tenu des efforts déployés par le Gouvernement pour la mise en œuvre du CSLP-II, le solde budgétaire resterait déficitaire. Cependant, les efforts visant à contenir la progression des dépenses, notamment des dépenses courantes, se traduiraient par une amélioration du déficit global qui passerait de 19,6% du PIB attendu en 2014 à 20,3% à l'horizon 2016.



## V. ORIENTATIONS BUDGETAIRES

### V.1. Hypothèses de projections budgétaires 2014-2016

L'ambition affichée par le Gouvernement d'accélérer la croissance afin d'améliorer le bien-être de la population fait face à un défi majeur, celui d'améliorer la qualité de la dépense et d'accroître l'efficacité de la gestion publique. Dans cette optique, dorénavant le processus budgétaire est conduit avec un accent particulier portant sur un meilleur ciblage des actions et une meilleure affectation des ressources budgétaires tant au niveau central que sectoriel.

**Au niveau central**, les allocations se feront par axe stratégique et missions assignées aux Ministères selon les priorités du Gouvernement et les objectifs poursuivis par le CSLP-II.

**Au niveau sectoriel**, les répartitions des crédits budgétaires seront guidées par la nécessité d'apporter des réponses aux urgences du secteur et à la prise en compte des actions prioritaires des Ministères au regard des objectifs du CSLP-II relevant de leurs compétences.

**Les ressources allouées aux différents secteurs sont celles dérivées du cadre macroéconomique qui tient compte à la fois des capacités internes de mobilisation et des appuis financiers extérieurs.** Les allocations visent à concilier deux préoccupations majeures du Gouvernement :

- Maintenir un cadre macroéconomique stable par la poursuite rigoureuse du Programme du Gouvernement conclu avec les Institutions de Bretton Woods (FMI et Banque Mondiale), et appuyé par l'ensemble de nos Partenaires Techniques et Financiers au développement ;
- Assurer une croissance soutenue des dépenses publiques, notamment en faveur des actions devant accompagner les politiques de diversification de l'économie pour accélérer la croissance, créer des emplois et réduire la pauvreté; à travers une attention accordée aux secteurs sociaux, au développement des infrastructures et aux secteurs productifs, qui constituent les leviers de la croissance économique.

Une série de simulations macroéconomiques et budgétaires a permis d'obtenir un profil de croissance et d'allocations budgétaires conciliant ces objectifs. En rapport avec le cadrage macroéconomique et les capacités réelles de mobilisation des ressources du pays, les crédits budgétaires (hors dettes et charges communes) de 2014 à 2016 devraient connaître **une hausse annuelle moyenne globale de 12,3%**. Cette hausse globale serait tirée par les **dépenses en capital**, avec un taux de croissance moyen de 16,3%. La composante des dépenses en capital financées sur ressources internes afficherait une hausse moyenne de 26,6% et celle financée sur ressources extérieures croîtrait en moyenne à 14,3%. Quant aux dépenses courantes, elles devraient enregistrer une augmentation moyenne modérée de 7,4%. Sur la période 2014-2016, les **dépenses de personnel** afficheraient une croissance moyenne de 9,2% et les **biens et services** enregistreraient une hausse moyenne de 6,2%.

Le CSLP-II affiche de façon claire les ambitions du Gouvernement au cours de la période 2014-2016. Elles portent sur : (i) le renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne Gouvernance et Promotion de l'égalité du genre; (ii) la transformation de l'économie pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois; (iii) l'amélioration du taux d'accès et de la qualité des services de base et le renforcement du socle de la protection sociale; (iv) la gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable.

Le Gouvernement entend donc poursuivre résolument ses interventions simultanément dans tous ces domaines stratégiques du CSLP-II dans le but d'observer les progrès d'ensemble. Dans le même temps, il entend utiliser le processus budgétaire pour mettre un accent particulier, d'année en année, sur certains secteurs selon les urgences pour combler rapidement les déficits et **éliminer toutes les pesanteurs qui continuent de « plomber le décollage de l'économie »**. Au cours des années précédentes, une attention particulière a déjà été accordée au développement du secteur de la santé qui s'est traduite par une augmentation considérable des allocations budgétaires en faveur de ce secteur (1,4% du Budget en 2008 à 11,35% du Budget 2013, avec des crédits qui sont passés de 7 milliards de FBU à 126 milliards de FBU). De même, le secteur des infrastructures a aussi bénéficié d'une attention particulière. Ces secteurs continueront de bénéficier de l'attention du Gouvernement, dans la logique de la complémentarité des secteurs. De plus, un accent particulier a été mis sur le secteur de l'éducation avec des allocations budgétaires considérables (21,45% du budget en 2008 à 23,82% en 2013).

En outre, la diversification économique étant le nœud de la croissance et de la création d'emplois modernes, stables et bien rémunérés, comme visé dans le CSLP-II, le Gouvernement entend consentir des moyens conséquents pour accompagner les stratégies et programmes dans ce secteur (mesures d'accompagnement dans les infrastructures et ressources humaines ainsi que le soutien au développement de partenariat public-privé). Cela devra se traduire par des parts accrues pour le secteur productif dans les allocations budgétaires.

Les sections suivantes décrivent les allocations budgétaires pour la période 2014-2016, réconciliant les contraintes en ressources du cadre macro avec les priorités sectorielles du CSLP-II comme décrits ci-dessus et tenant compte des coûts des programmes. La définition de ces orientations budgétaires intervient au moment où le Gouvernement du Burundi est entrain de mobiliser les Partenaires Techniques et Financiers au financement de son CSLP-II. Notons que ces allocations se rapportent aux quatre axes retenus traduisant les priorités du Gouvernement sur la période de mise en œuvre du CSLP-II.

## **V.2. Allocations budgétaires par axe stratégique du CSLP II**

### **Axe 1. Renforcement de l'Etat de Droit, Consolidation de la Bonne Gouvernance et Promotion de l'Egalité du Genre.**

*La part relative du budget de cet axe passerait de 34,83% en 2013 à 29,83% en 2016 soit une diminution de 5,0 points de pourcentage. Ayant connu des évolutions notables avec la mise en œuvre du CSLP-I, la part relative de cet axe devrait diminuer pour libérer des marges qui serviront au financement des programmes de relance de la croissance économique. Les activités qui seront exécutées dans cet axe s'articulent autour des objectifs stratégiques suivants : (i) Renforcement de la Justice et de l'Etat de Droit, (ii) Consolidation de la Bonne Gouvernance et Performance des Institutions Publiques, (iii) Réforme de la Gestion des Finances Publiques, et (iv) Promotion de l'Egalité du Genre. L'atteinte de ces objectifs stratégiques exige la mise en œuvre d'une série d'activités dont les principales sont les suivantes :*

- ✓ Assainissement du système Judiciaire et opérationnalisation de la justice transitionnelle ;
- ✓ Promotion des droits humains ;

- ✓ Accroissement des capacités de l'intégrité des corps de défense et de sécurité ;
- ✓ Réintégration socio-économique des personnes affectées par le conflit ;
- ✓ Amélioration des performances des institutions publiques ;
- ✓ Amélioration de l'alignement du budget et modernisation des finances publiques avec la mise en œuvre de la deuxième stratégie des Finances Publiques et de son plan d'action. Les réformes dans ce domaine s'articulent autour de : préparation du budget, exécution du budget et rationalisation de la chaîne de la dépense, passation des marchés et contrôle etc.

## **Axe 2. Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois.**

*La part relative des crédits budgétaires allouée à cet axe passerait de 26,38% en 2013 à 34,78% en 2016, soit un gain de 8,4 points de pourcentage sur la période. En matière de relèvement de la productivité des secteurs porteurs de croissance, sa part enregistrera une augmentation substantielle et passera de 12,96% en 2013 à 14,77% en 2016, soit un gain de 1,82 point de pourcentage. Les grands domaines d'intervention identifiés dans le CSLP-II portent sur : (i) l'amélioration de la production agricole, (ii) l'exploitation rationnelle des mines et carrières, (iii) la promotion de l'industrie, de l'artisanat et du tourisme ainsi que (iv) la promotion du secteur privé et (v) l'emploi des jeunes.*

- ✓ **Promotion de la production agricole.** L'agriculture et l'élevage et de façon plus générale, le développement du monde rural joue un rôle capital dans toute stratégie de réduction de la pauvreté dans un pays à prédominance rurale et agricole. Au Burundi, ces dernières années ont été caractérisées par des performances mitigées dans ce secteur. Aussi, au cours des années à venir, les efforts du Gouvernement viseront-ils l'amélioration de manière très sensible la production agricole à travers des réponses structurées aux difficultés du secteur, basées à la fois sur le CSLP-II et les principales orientations définies par le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA2012-2017). Les principes de ce programme s'inspirent de la vision du Gouvernement pour le secteur agricole qui se décline comme suit : « l'agriculture burundaise a pour mission fondamentale d'assurer à tous les burundais la sécurité alimentaire en quantité et en qualité. Pour ce faire, elle devra se transformer d'une agriculture de subsistance à une agriculture familiale et commerciale, assurant le revenu décent aux ménages et soucieuse de l'environnement et de la bonne gestion des ressources ». Les priorités vont s'articuler autour des objectifs suivants : (i) l'accroissement durable de la production et la sécurité alimentaire, (ii) la professionnalisation des producteurs et la promotion de l'innovation, (iii) le développement des filières et de l'agro-business y compris l'élevage et la pêche, ainsi que (iv) le renforcement des institutions publiques. Les programmes d'amélioration à l'accès des populations aux fertilisants ainsi que l'aménagement des marais à travers l'irrigation vont être poursuivis.
- ✓ **En matière d'élevage,** les actions visant l'amélioration de la production de l'élevage se feront avec une forte contribution du secteur privé, notamment à travers la mobilisation des investissements directs étrangers. Au cours de la période 2014-2016, le Gouvernement poursuivra le programme du repeuplement du cheptel initié depuis 2009. Les autres activités dans ce secteur concernent l'insémination artificielle, la diversification et la modernisation du petit élevage.

- ✓ **S'agissant de la pêche**, son intensification portera sur : (i) l'augmentation de la productivité et la production des plans d'eau tout en préservant les écosystèmes naturels, (ii) l'amélioration des revenus des ménages impliqués dans les activités de pêche et sylviculture et la diversification des sources de revenus pour assurer l'équilibre nutritionnel.

En vue de réussir la transformation de l'économie, il demeure indispensable de procéder à : (i) l'exploitation rationnelle des mines et carrières, (ii) la promotion de l'industrie, de l'artisanat, du tourisme et du secteur privé. Les progrès enregistrés en matière de facilitation du commerce et notifié à travers le rapport « Doing Business », vont être préservés. Les préoccupations de la création d'emplois modernes, stables et bien rémunérés resteront une priorité.

- ✓ **Amélioration de l'accès et la qualité des infrastructures économiques.** *La part relative des crédits y alloués passerait de 13,22% en 2013 à 19,84% en 2016, soit un gain de 6,62 points de pourcentage.* Les priorités portent sur l'augmentation de l'offre et la qualité des infrastructures dans les domaines énergétique et du transport. Les grands chantiers déjà initiés dans le domaine de l'énergie vont être poursuivis. La priorité sera donnée au désenclavement du pays en vue de faciliter le commerce.

### **Axe 3. Amélioration des taux d'accès et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale.**

*La part relative des crédits alloués à cet axe passerait de 36,8% en 2013 à 33,87% en 2016.* Compte tenu des contraintes des ressources, des efforts devront être déployés par ces secteurs afin d'y accroître l'efficacité dans l'utilisation d'importants moyens y consacrés. Ces derniers devraient permettre de mener les actions prioritaires, conformément aux objectifs stratégiques du CSLP-II et aux défis à relever, et surtout de préserver les acquis des gestions précédentes.

- ✓ **Au niveau de l'éducation**, il s'agira en priorité de : (i) accroître les capacités d'accueil, (ii) relever le taux de réussite, (iii) assurer l'adéquation formation-emploi, (iv) renforcer la politique de répartition équitable des enseignants et (v) améliorer le taux d'alphabétisation. Une réforme profonde attendue dans le domaine de l'éducation concerne l'introduction dès 2013 de l'école fondamentale à travers l'extension du cursus primaire à l'ensemble de la jeunesse du pays. L'enseignement supérieur connaîtra une réforme profonde marquée par l'introduction du système LMD (License-Master-Doctorat) adapté au contexte international et en particulier de la Communauté Est Africaine. Dans la perspective de préserver les acquis enregistrés avec la mise en œuvre du CSLP-I, la part relative moyenne allouée au secteur de l'éducation est de 23,04% du budget global sur la période 2014-2016.
- ✓ **Au niveau de la santé**, la promotion de la santé de la population est étroitement associée à la mise en œuvre du CSLP-II dont elle conditionne le succès. Pour y parvenir, les priorités du Gouvernement dans ce domaine s'articuleront autour des actions suivantes : (i) intensifier le développement des infrastructures sanitaires, (ii) accroître la disponibilité d'un personnel qualifié et mieux réparti, (iii) améliorer les conditions d'accès aux soins de santé en faveur des personnes vulnérables, (iv) généraliser la carte d'assurance maladie, et (v) assurer l'approvisionnement et l'accès des médicaments à des prix abordables. Un autre volet important qui continuera de retenir l'attention du Gouvernement est l'intensification de la lutte contre le Sida.

#### **Axe 4. Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable.**

*La part relative des crédits alloués à cet axe passera de 1,98% à 1,51%. Les priorités accordées à cet axe se rapportent à l'aménagement rationnel et équilibré du territoire (mise en œuvre de la politique de villagisation), la protection de l'environnement, la gestion rationnelle des ressources en eau ainsi que la promotion d'une gestion coordonnée ou intégrale de l'environnement dans les programmes sectoriels.*

Sur la base des orientations stratégiques décrites ci-dessus, les enveloppes allouées aux différents Ministères et Institutions sont présentées dans le tableau n°4 annexé au présent Document de Cadres de Dépenses à Moyen Terme Central. Ces enveloppes restent compatibles aux objectifs prioritaires du Gouvernement et aux défis du moment.

## **Annexes**

---

**Tableau 4. PIB Ressources, Croissance réelle annuelle**

	2013	2014	2015	2016	Moyenne 2013-2016
<b>Secteur primaire</b>	<b>4,5%</b>	<b>7,0%</b>	<b>6,1%</b>	<b>8,2%</b>	<b>6,5%</b>
- Agriculture vivrière	3,5%	4,0%	4,7%	5,0%	4,3%
- Agriculture d'exportation	-21,3%	46,9%	-13,4%	44,1%	14,1%
- Café	-41,1%	84,4%	-30,0%	75,0%	22,1%
- Thé	12,0%	12,5%	13,5%	15,5%	13,4%
- Autres cultures d'exportation	20,0%	10,0%	11,0%	12,0%	13,3%
- Forêt	8,0%	13,0%	13,2%	13,5%	11,9%
- Elevage	14,0%	14,0%	14,5%	14,5%	14,3%
- Pêche	20,0%	11,0%	12,0%	13,0%	14,0%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>9,1%</b>	<b>10,5%</b>	<b>12,9%</b>	<b>13,1%</b>	<b>11,4%</b>
- Extraction	7,0%	9,5%	13,2%	13,5%	10,8%
- Industries	9,7%	10,8%	13,0%	13,1%	11,7%
- Industries agroalimentaires	10,0%	11,5%	13,0%	13,0%	11,9%
- Industries Manufacturières	9,1%	9,2%	13,0%	13,4%	11,2%
- Industries textiles	15,0%	11,0%	12,5%	12,5%	12,8%
- Autres industries manufacturières	8,5%	9,0%	13,0%	13,5%	11,0%
- Electricité, gaz et eau	15,0%	16,0%	18,2%	18,4%	16,9%
- Construction	7,5%	9,5%	12,0%	12,5%	10,4%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3,2%</b>	<b>2,8%</b>	<b>4,5%</b>	<b>4,4%</b>	<b>3,7%</b>
- Commerce	3,5%	3,9%	4,6%	4,7%	4,2%
- Transport et communication	5,7%	6,7%	7,4%	8,2%	7,0%
- Transports	6,0%	7,0%	8,0%	8,5%	7,4%
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	5,5%	6,5%	7,0%	8,0%	6,8%
- Banques et Assurances	5,5%	5,5%	6,5%	6,7%	6,1%
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	7,5%	8,0%	10,6%	11,0%	9,3%
- Administration publique	3,3%	3,0%	3,5%	3,2%	3,3%
- Education	2,0%	2,5%	3,0%	3,5%	2,8%
- Santé et action sociale	11,0%	11,5%	12,0%	12,5%	11,8%
- Activités à caractère collectif ou personnel	4,5%	5,0%	5,5%	6,0%	5,3%
- Services domestiques	2,5%	3,0%	3,5%	4,0%	3,3%
- SIFIM	15,0%	19,0%	14,0%	16,0%	16,0%
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>4,5%</b>	<b>5,4%</b>	<b>6,5%</b>	<b>7,2%</b>	<b>5,9%</b>
Impôts et Taxes	7,8%	5,4%	6,5%	7,2%	6,7%
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>4,8%</b>	<b>5,4%</b>	<b>6,5%</b>	<b>7,2%</b>	<b>6,0%</b>

**Source:** CPCMB, Projection à l'aide du modèle MCMB-BI

**Tableau 5. PIB ressources, ratio au PIB**

	2 013	2 014	2 015	2 016
<b>Secteur primaire</b>	<b>36,2%</b>	<b>37,0%</b>	<b>36,4%</b>	<b>36,9%</b>
- Agriculture vivrière	27,1%	26,4%	26,0%	25,1%
- Agriculture d'exportation	1,9%	3,0%	2,1%	3,1%
- Café	1,6%	2,7%	1,8%	2,8%
- Thé	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%
- Autres cultures d'exportation	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
- Forêt	0,7%	0,7%	0,8%	0,8%
- Elevage	6,2%	6,6%	7,1%	7,5%
- Pêche	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>14,1%</b>	<b>14,6%</b>	<b>15,4%</b>	<b>16,0%</b>
- Extraction	0,5%	0,5%	0,6%	0,6%
- Industries	9,8%	10,2%	10,8%	11,2%
- Industries agroalimentaires	8,2%	8,5%	9,1%	9,4%
- Industries Manufacturières	1,7%	1,7%	1,7%	1,8%
- Industries textiles	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
- Autres industries manufacturières	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%
- Electricité, gaz et eau	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%
- Construction	3,5%	3,5%	3,7%	3,9%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>39,8%</b>	<b>38,6%</b>	<b>38,4%</b>	<b>37,3%</b>
- Commerce	7,5%	7,2%	7,2%	6,9%
- Transport et communication	4,0%	3,9%	3,8%	3,7%
- Transports	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	2,4%	2,4%	2,3%	2,2%
- Banques et Assurances	4,1%	3,9%	3,8%	3,6%
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	13,3%	13,4%	14,0%	14,3%
- Administration publique	7,1%	6,8%	6,7%	6,3%
- Education	4,5%	4,3%	4,1%	3,9%
- Santé et action sociale	1,5%	1,6%	1,6%	1,7%
- Activités à caractère collectif ou personnel	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
- Services domestiques	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
- SIFIM	-3,5%	-3,9%	-4,2%	-4,4%
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>90,2%</b>	<b>90,2%</b>	<b>90,2%</b>	<b>90,2%</b>
Impôts et Taxes	9,8%	9,8%	9,8%	9,8%
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

**Source:** CPCMB, Projection à l'aide du modèle MCMB-BI



**Tableau 6. PIB Ressources, nominal en milliards de BIF**

	2013	2014	2015	2016
<b>Secteur primaire</b>	<b>1459,4</b>	<b>1680,1</b>	<b>1840,7</b>	<b>2094,5</b>
- Agriculture vivrière	1093,4	1196,3	1317,6	1425,3
- Agriculture d'exportation	76,4	137,4	107,0	178,5
- Café	63,1	122,2	89,8	158,7
- Thé	9,7	11,2	12,8	14,8
- Autres cultures d'exportation	3,5	4,0	4,4	5,0
- Forêt	27,7	32,9	38,9	46,2
- Elevage	250,3	300,2	361,6	426,5
- Pêche	11,6	13,3	15,5	18,1
<b>Secteur secondaire</b>	<b>569,3</b>	<b>661,2</b>	<b>781,4</b>	<b>908,6</b>
- Extraction	20,5	23,6	27,9	33,1
- Industries	396,2	461,3	545,4	633,6
- Industries agroalimentaires	329,1	386,1	458,9	534,1
- Industries Manufacturières	67,0	75,2	86,5	99,4
- Industries textiles	0,2	0,2	0,3	0,3
- Autres industries manufacturières	66,8	75,0	86,2	99,1
- Electricité, gaz et eau	13,2	15,8	19,0	22,7
- Construction	139,4	160,6	189,2	219,2
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1604,2</b>	<b>1753,7</b>	<b>1940,8</b>	<b>2115,0</b>
- Commerce	301,0	328,9	362,0	390,2
- Transport et communication	160,7	177,3	193,7	212,0
- Transports	62,3	69,4	77,2	85,9
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	98,4	107,8	116,5	126,1
- Banques et Assurances	165,1	179,2	192,7	206,3
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	536,3	609,3	708,8	810,3
- Administration publique	286,9	310,8	338,4	359,7
- Education	181,6	194,9	208,8	222,4
- Santé et action sociale	60,5	70,6	82,2	95,2
- Activités à caractère collectif ou personnel	37,3	41,2	45,7	49,9
- Services domestiques	16,1	17,4	19,0	20,3
- SIFIM	-141,1	-175,9	-210,6	-251,4
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>3632,8</b>	<b>4095,0</b>	<b>4562,9</b>	<b>5118,1</b>
Impôts et Taxes	394,5	444,7	495,5	555,8
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>4027,3</b>	<b>4539,7</b>	<b>5058,4</b>	<b>5673,9</b>

**Source:** CPCMB, Projection à l'aide du modèle MCMB-BI

**Tableau 7. Tableau des Opérations Financières de l'Etat, en ratio au PIB**

	2 013	2 014	2 015	2 016
	<b>4 027,3</b>	<b>4539,7</b>	<b>5058,4</b>	<b>5673,9</b>
<b>Recettes</b>	<b>13,7</b>	<b>13,8</b>	<b>14,1</b>	<b>14,2</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>12,3</b>	<b>12,5</b>	<b>12,7</b>	<b>12,8</b>
Impôt sur le revenu	3,8	3,8	3,8	3,9
Taxes sur les biens et services	7,4	7,5	7,6	7,6
Taxes sur le commerce extérieur	1,1	1,2	1,3	1,4
Autres recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>
<i>dont</i> : recouvrement issu de la liquidation de la BCD	0,0	0,0	0,0	0,0
	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>34,2</b>	<b>33,5</b>	<b>35,5</b>	<b>34,3</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>16,0</b>	<b>14,9</b>	<b>14,8</b>	<b>14,1</b>
Traitements	7,5	7,4	7,3	7,0
Civils	5,4	5,3	5,2	5,0
Militaires	1,3	1,3	1,3	1,2
Nouvelle Police Nationale (Programme SSR)	0,9	0,8	0,8	0,7
Biens et services	2,7	2,4	2,4	2,3
Civils	1,2	1,1	1,1	1,0
Militaires	0,9	0,8	0,8	0,7
Nouvelle Police Nationale (Programme SSR)	0,6	0,5	0,5	0,5
Transferts et subventions	4,5	4,3	4,3	4,2
<i>dont</i> : paiement aux petits déposants BCD	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts dûs	0,9	0,8	0,7	0,7
Intérieurs	0,7	0,7	0,7	0,6
Extérieurs	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Autres dépenses</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>
Imprévus	0,0	0,1	0,1	0,0
Projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Protection sociale temporaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses de fonds	0,2	0,2	0,2	0,2
<b>Dépenses exceptionnelles</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1,2</b>	<b>0,0</b>
Démobilisation	0,0	0,0	0,0	0,0
Élections	0,0	0,0	1,2	0,0
Assistance technique	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Global	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses IADM	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Dépenses en capital</b>	<b>18,0</b>	<b>18,3</b>	<b>19,2</b>	<b>20,1</b>
Ressources intérieures	2,7	3,1	3,3	3,9
Ressources externes	15,2	15,2	16,0	16,1
Prêts projets	1,0	1,8	2,7	3,1
Dons projets	14,2	13,5	13,3	13,0
<b>Prêts nets</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde primaire</b>	<b>-4,4</b>	<b>-3,7</b>	<b>-3,5</b>	<b>-3,3</b>
<b>Solde primaire y compris dépenses exceptionnelles</b>	<b>-4,4</b>	<b>-3,7</b>	<b>-4,7</b>	<b>-3,3</b>
	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde global (base engagements)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Dons inclus</b> <sup>1</sup>	<b>-2,0</b>	<b>-2,6</b>	<b>-4,9</b>	<b>-2,9</b>
<b>Dons exclus</b>	<b>-20,5</b>	<b>-19,6</b>	<b>-21,4</b>	<b>-20,1</b>
	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Variations des arriérés (réduction -)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Intérêts extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés Intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>dont</i> : Interpetrol	0,0	0,0	0,0	0,0
Transposition	0,0	0,0	0,0	0,0
	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde global (basse caisse)</b>	<b>-20,5</b>	<b>-19,6</b>	<b>-21,4</b>	<b>-20,1</b>
	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Financement</b>	<b>20,5</b>	<b>19,6</b>	<b>21,4</b>	<b>20,1</b>
<b>Financement extérieur</b>	<b>19,3</b>	<b>19,1</b>	<b>20,4</b>	<b>20,3</b>
Prêts budgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons budgétaires	3,5	2,9	2,6	3,6
Appui budgétaire sectoriel	0,0	0,3	0,0	0,0
Prêts projets	1,0	1,8	2,7	3,1
COMESA, don exceptionnel /AMISOM	0,8	0,6	0,6	0,6
Dons projets	14,2	13,5	13,3	13,0
Programmes spéciaux	0,0	0,0	1,2	0,0
Démobilisation	0,0	0,0	0,0	0,0
Élections	0,0	0,0	1,2	0,0
Assistance technique	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Global	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Protection sociale temporaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Prets projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1
Amortissement non PPTE	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1
Amortissement PPTE	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette (rééchelonnement; annulation)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Produits des privatisations</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>
<b>Financement intérieur</b>	<b>1,1</b>	<b>0,5</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,3</b>
Secteur bancaire	0,4	0,2	0,4	-0,7
BRB	-0,5	-0,2	-0,1	-0,4
Banques commerciales	0,9	0,4	0,5	-0,2
Compte des opérations du Trésor à la BRB	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur non bancaire	0,7	0,3	0,5	0,4
<b>Erreurs et omissions / Besoin de financement</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	0,0	0,0	0,0	0,0

**Source:** CPCMB, Projection à l'aide du modèle MCMB-BI

**Tableau 8. Tableau des Opérations Financières de l'Etat (en milliards de FBU)**

	2013	2014	2015	2016
<b>Recettes</b>	<b>550,8</b>	<b>628,6</b>	<b>710,7</b>	<b>806,4</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>494,4</b>	<b>565,7</b>	<b>640,7</b>	<b>727,8</b>
Impôt sur le revenu	151,3	171,9	193,5	219,4
Taxes sur les biens et services	299,9	340,2	382,9	431,8
Taxes sur le commerce extérieur	43,2	53,7	64,3	76,6
Autres recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>56,4</b>	<b>62,9</b>	<b>70,0</b>	<b>78,6</b>
<i>dont</i> : recouvrement issu de la liquidation de la BCD	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>1376,6</b>	<b>1520,6</b>	<b>1793,8</b>	<b>1948,5</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>644,0</b>	<b>676,7</b>	<b>746,6</b>	<b>798,0</b>
Traitements	303,4	334,5	369,8	395,0
Civils	216,5	239,9	265,5	284,1
Militaires	51,9	58,1	65,4	69,0
Nouvelle Police Nationale (Programme SSR)	35,1	36,5	38,8	42,0
Biens et services	107,3	110,6	120,6	128,2
Civils	49,4	49,7	53,6	57,8
Militaires	34,3	36,0	39,6	41,6
Nouvelle Police Nationale (Programme SSR)	23,6	24,9	27,3	28,8
Transferts et subventions	180,1	197,4	219,1	236,2
<i>dont</i> : paiement aux petits déposants BCD	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts dûs	35,2	34,2	37,2	38,5
Intérieurs	29,8	30,8	33,3	34,2
Extérieurs	5,4	3,4	3,8	4,3
<b>Autres dépenses</b>	<b>10,1</b>	<b>11,8</b>	<b>13,7</b>	<b>11,6</b>
Imprévus	1,0	2,7	4,6	2,5
Projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Protection sociale temporaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses de fonds	9,1	9,1	9,1	9,1
<b>Dépenses exceptionnelles</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>60,0</b>	<b>0,0</b>
Démobilisation	0,0	0,0	0,0	0,0
Élections	0,0	0,0	60,0	0,0
Assistance technique	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Global	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses IADM	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Dépenses en capital</b>	<b>723,5</b>	<b>832,0</b>	<b>973,5</b>	<b>1139,0</b>
Ressources intérieures	110,5	141,24	164,50	222,85
Ressources externes	613,0	690,8	809,0	916,1
Prêts projets	41,8	79,6	136,7	176,6
Dons projets	571,2	611,2	672,3	739,5
<b>Prêts nets</b>	<b>-1,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde primaire</b>	<b>-177,6</b>	<b>-167,0</b>	<b>-176,9</b>	<b>-187,5</b>
<b>Solde primaire y compris dépenses exceptionnelles</b>	<b>-177,6</b>	<b>-167,0</b>	<b>-236,9</b>	<b>-187,5</b>
<b>Solde global (base engagements)</b>				
<b>Dons inclus <sup>1</sup></b>	<b>-80,1</b>	<b>-118,1</b>	<b>-246,1</b>	<b>-165,7</b>
<b>Dons exclus</b>	<b>-825,8</b>	<b>-892,0</b>	<b>-1083,1</b>	<b>-1142,1</b>
<b>Variations des arriérés (réduction -)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Intérêts extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés Intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>dont</i> : Interpetrol	0,0	0,0	0,0	0,0
Transposition	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde global (basse caisse)</b>	<b>-825,8</b>	<b>-892,0</b>	<b>-1083,1</b>	<b>-1142,1</b>
<b>Financement</b>	<b>825,9</b>	<b>892,0</b>	<b>1083,1</b>	<b>1142,1</b>
<b>Financement extérieur</b>	<b>776,4</b>	<b>865,2</b>	<b>1029,8</b>	<b>1149,0</b>
Prêts budgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons budgétaires	140,7	133,7	133,7	203,8
Appui budgétaire sectoriel	0,0	15,0	0,0	0,0
Prêts projets	41,8	79,6	136,7	176,6
COMESA, don exceptionnel /AMISOM	33,8	29,0	31,0	33,0
Dons projets	571,2	611,2	672,3	739,5
Programmes spéciaux	0,0	0,0	60,0	0,0
Démobilisation	0,0	0,0	0,0	0,0
Élections	0,0	0,0	60,0	0,0
Assistance technique	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Global	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Protection sociale temporaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement	-11,1	-3,2	-3,9	-4,0
Amortissement non PPTE	-11,1	-3,2	-3,9	-4,0
Amortissement PPTE	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette (rééchelonnement; annulation)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Produits des privatisations</b>	<b>6,6</b>	<b>5,0</b>	<b>5,0</b>	<b>8,0</b>
<b>Financement intérieur</b>	<b>42,9</b>	<b>21,7</b>	<b>48,3</b>	<b>-14,9</b>
Secteur bancaire	14,4	10,0	21,4	-37,0
BRB	-20,4	-9,5	-3,6	-25,2
Banques commerciales	34,8	19,5	25,0	-11,8
Compte des opérations du Trésor à la BRB	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur non bancaire	28,5	11,7	26,9	22,1
<b>Erreurs et omissions / Besoin de financement</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>

**Source:** CPCMB, Projection à l'aide du modèle MCMB-BI

**Tableau 9. Priorités du CSLP-II et Enveloppes budgétaires projetées**

	2 013	2 014	2 015	2 016
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>	<b>386 708 201 121</b>	<b>407 751 746 910</b>	<b>435 341 154 839</b>	<b>457 239 230 213</b>
Dépenses courantes	301 484 608 849	316 506 385 256	336 366 596 878	350 743 042 284
Dépenses en capital	85 223 592 272	91 245 361 653	98 974 557 961	106 496 187 928
<b>1. Justice et Etat de Droit</b>	<b>219 337 753 430</b>	<b>232 301 097 085</b>	<b>250 946 119 822</b>	<b>264 804 242 932</b>
Dépenses courantes	181 103 360 648	191 811 830 859	207 421 720 698	218 291 060 126
Dépenses en capital	38 234 392 782	40 489 266 226	43 524 399 124	46 513 182 806
<b>2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>	<b>96 578 089 839</b>	<b>99 777 677 580</b>	<b>102 819 908 338</b>	<b>106 145 168 660</b>
Dépenses courantes	78 298 082 467	80 854 180 578	83 086 652 300	85 600 368 949
Dépenses en capital	18 280 007 372	18 923 497 002	19 733 256 038	20 544 799 712
<b>3. Amélioration des performances des institutions publiques</b>	<b>22 426 627 654</b>	<b>24 067 987 735</b>	<b>26 434 019 224</b>	<b>28 977 850 671</b>
Dépenses courantes	5 680 333 435	5 844 900 767	6 194 084 413	6 582 763 056
Dépenses en capital	16 746 294 219	18 223 086 968	20 239 934 811	22 395 087 615
<b>4. Promotion de l'égalité du genre</b>	<b>1 139 319 357</b>	<b>1 311 898 745</b>	<b>1 475 592 990</b>	<b>1 632 129 765</b>
Dépenses courantes	216 047 551	360 681 958	484 840 134	611 654 323
Dépenses en capital	923 271 806	951 216 787	990 752 856	1 020 475 442
<b>5. Réformes de la gestion des finances publiques</b>	<b>47 226 410 840</b>	<b>50 293 085 766</b>	<b>53 665 514 465</b>	<b>55 679 838 184</b>
Dépenses courantes	36 186 784 748	37 634 791 095	39 179 299 332	39 657 195 831
Dépenses en capital	11 039 626 092	12 658 294 670	14 486 215 132	16 022 642 354
<b>Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi</b>	<b>292 864 756 892</b>	<b>353 248 981 772</b>	<b>434 729 270 955</b>	<b>533 112 752 879</b>
Dépenses courantes	23 755 122 517	25 563 549 317	28 052 731 512	30 308 064 309
Dépenses en capital	269 109 634 375	327 685 432 456	406 676 539 444	502 804 688 569
<b>2. Relèvement de la productivité des secteurs porteurs de la croissance</b>	<b>143 853 553 379</b>	<b>164 871 844 426</b>	<b>193 400 329 021</b>	<b>226 451 140 179</b>
Dépenses courantes	13 282 531 201	14 685 190 950	16 744 897 980	18 643 174 660
Dépenses en capital	130 571 022 178	150 186 653 476	176 655 431 042	207 807 965 520
<b>2.1. Amélioration des productions agricoles , animales et halieutiques</b>	<b>127 504 606 162</b>	<b>147 543 915 154</b>	<b>175 111 127 216</b>	<b>207 207 298 538</b>
Dépenses courantes	7 542 945 262	8 317 941 580	9 798 488 456	11 145 420 835
Dépenses en capital	119 961 660 900	139 225 973 574	165 312 638 760	196 061 877 703
<b>2.2. Exploitation rationnelle des mines et des carrières</b>	<b>310 047 833</b>	<b>319 403 497</b>	<b>328 007 933</b>	<b>336 844 594</b>
Dépenses courantes	271 145 447	279 334 039	286 736 392	294 334 906
Dépenses en capital	38 902 386	40 069 458	41 271 542	42 509 688
<b>2.3. Promotion de l'industrie et de l'artisanat</b>	<b>220 885 482</b>	<b>240 993 003</b>	<b>265 282 382</b>	<b>283 925 934</b>
Dépenses courantes	183 285 578	201 922 848	224 156 964	241 215 827
Dépenses en capital	37 599 904	39 070 155	41 125 418	42 710 107
<b>2.4. Promotion de la culture et du tourisme</b>	<b>721 901 625</b>	<b>738 202 260</b>	<b>754 974 106</b>	<b>772 231 313</b>
Dépenses courantes	513 301 625	528 803 334	544 773 195	561 225 345
Dépenses en capital	208 600 000	209 398 925	210 200 911	211 005 968
<b>2.5. Promotion du Commerce</b>	<b>1 269 940 996</b>	<b>1 271 009 358</b>	<b>1 272 081 811</b>	<b>1 273 158 372</b>
Dépenses courantes	990 990 996	990 990 996	990 990 996	990 990 996
Dépenses en capital	278 950 000	280 018 362	281 090 815	282 167 376
<b>2.6. Promotion du secteur privé</b>	<b>10 878 397 790</b>	<b>11 574 271 201</b>	<b>12 179 832 736</b>	<b>12 768 711 572</b>
Dépenses courantes	1 274 775 338	1 684 371 980	1 995 075 458	2 280 257 539
Dépenses en capital	9 603 622 452	9 889 899 222	10 184 757 278	10 488 454 033
<b>2.7. Promotion de l'emploi des Jeunes</b>	<b>2 947 773 491</b>	<b>3 184 049 953</b>	<b>3 489 022 838</b>	<b>3 808 969 857</b>
Dépenses courantes	2 506 086 955	2 681 826 172	2 904 676 519	3 129 729 212
Dépenses en capital	441 686 536	502 223 781	584 346 319	679 240 645
<b>3. Amélioration du taux d'accès et de la qualité des infrastructures économiques</b>	<b>146 768 078 347</b>	<b>186 010 581 744</b>	<b>238 837 133 980</b>	<b>304 077 211 031</b>
Dépenses courantes	9 021 041 438	9 335 487 869	9 684 530 039	9 984 394 476
Dépenses en capital	137 747 036 909	176 675 093 875	229 152 603 940	294 092 816 555
<b>4. Intégration régionale</b>	<b>2 243 125 166</b>	<b>2 366 555 602</b>	<b>2 491 807 954</b>	<b>2 584 011 668</b>
Dépenses courantes	1 451 549 878	1 542 870 497	1 623 303 493	1 680 495 173
Dépenses en capital	791 575 288	823 685 105	868 504 462	903 516 495
<b>AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la</b>	<b>408 571 662 488</b>	<b>441 186 941 975</b>	<b>478 972 875 003</b>	<b>519 112 610 138</b>
Dépenses courantes	280 696 908 617	301 925 230 549	325 836 095 094	347 930 413 083
Dépenses en capital	127 874 753 871	139 271 711 426	154 136 779 909	171 187 197 054
<b>1. Accroissement des capacités et de la qualité du système éducatif</b>	<b>264 467 931 275</b>	<b>288 466 931 092</b>	<b>316 922 007 812</b>	<b>344 359 474 482</b>
Dépenses courantes	218 662 983 275	237 555 993 161	259 072 965 374	278 693 563 353
Dépenses en capital	45 804 948 000	50 910 937 931	57 849 042 438	65 665 911 130
<b>2. Renforcement des capacités et des performances du système sanitaire</b>	<b>99 211 933 564</b>	<b>102 568 848 462</b>	<b>106 042 602 629</b>	<b>109 637 386 205</b>
Dépenses courantes	58 386 935 968	60 519 100 938	62 731 362 680	65 026 809 058
Dépenses en capital	40 824 997 596	42 049 747 524	43 311 239 949	44 610 577 148
<b>3. Réduction de la fécondité</b>	<b>1 990 262 904</b>	<b>2 128 810 926</b>	<b>2 256 799 764</b>	<b>2 381 173 368</b>
Dépenses courantes	297 432 780	385 195 898	460 876 286	531 372 185
Dépenses en capital	1 692 830 124	1 743 615 028	1 795 923 478	1 849 801 183
<b>4. Intensification de la lutte contre le VIH et des grandes pandémies</b>	<b>24 814 764 534</b>	<b>29 388 545 521</b>	<b>35 536 980 293</b>	<b>42 938 410 128</b>
Dépenses courantes	2 323 020 342	2 393 175 556	2 455 608 458	2 519 680 808
Dépenses en capital	22 491 744 192	26 995 369 964	33 081 371 835	40 418 729 320
<b>5. Renforcement et extension de la couverture de la protection sociale</b>	<b>54 817 116</b>	<b>70 699 941</b>	<b>87 689 019</b>	<b>104 163 180</b>
Dépenses courantes	54 817 116	70 699 941	87 689 019	104 163 180
Dépenses en capital	-	-	-	-
<b>6. Promotion de l'accès à l'eau potable</b>	<b>18 031 953 096</b>	<b>18 573 106 033</b>	<b>19 126 795 486</b>	<b>19 697 002 774</b>
Dépenses courantes	971 719 136	1 001 065 054	1 027 593 278	1 054 824 500
Dépenses en capital	17 060 233 960	17 572 040 979	18 099 202 208	18 642 178 275
<b>AXE 4: Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable</b>	<b>22 033 330 211</b>	<b>22 346 151 056</b>	<b>22 802 449 297</b>	<b>23 207 753 519</b>
Dépenses courantes	2 741 311 230	2 955 761 298	3 310 738 156	3 611 681 352
Dépenses en capital	19 292 019 481	19 390 389 757	19 491 711 142	19 596 072 167
<b>1. Aménagement rationnel et équilibre du territoire</b>	<b>4 127 595 992</b>	<b>4 314 719 007</b>	<b>4 464 905 819</b>	<b>4 604 012 485</b>
Dépenses courantes	848 586 794	937 339 533	986 204 960	1 020 950 601
Dépenses en capital	3 279 009 198	3 377 379 474	3 478 700 859	3 583 061 884
<b>2. Protection de l'environnement et gestion durable des ressources naturelles</b>	<b>17 905 734 719</b>	<b>18 031 432 048</b>	<b>18 337 543 478</b>	<b>18 603 741 034</b>
Dépenses courantes	1 892 724 436	2 018 421 765	2 324 533 195	2 590 730 751
Dépenses en capital	16 013 010 283	16 013 010 283	16 013 010 283	16 013 010 283
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 110 177 951 213</b>	<b>1 224 543 821 712</b>	<b>1 372 845 750 095</b>	<b>1 532 677 346 748</b>
Dépenses courantes	608 677 951 213	646 950 926 420	693 566 161 639	732 593 201 029
Dépenses en capital	501 500 000 000	577 592 895 292	679 279 588 455	800 084 145 719

Source : CPCMB, Projection avec le modèle CDMT-Central

**Tableau 10. Parts relatives des crédits budgétaires**

<b>PARTS RELATIVES EN %</b>		<b>2 013</b>	<b>2 014</b>	<b>2 015</b>	<b>2 016</b>
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>					
	Dépenses courantes	34,83%	33,30%	31,71%	29,83%
	Dépenses en capital	49,53%	48,92%	48,50%	47,88%
		16,99%	15,80%	14,57%	13,31%
<b>1. Justice et Etat de Droit</b>		<b>19,76%</b>	<b>18,97%</b>	<b>18,28%</b>	<b>17,28%</b>
	Dépenses courantes	29,75%	29,65%	29,91%	29,80%
	Dépenses en capital	7,62%	7,01%	6,41%	5,81%
<b>2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>		<b>8,70%</b>	<b>8,15%</b>	<b>7,49%</b>	<b>6,93%</b>
	Dépenses courantes	12,86%	12,50%	11,98%	11,68%
	Dépenses en capital	3,65%	3,28%	2,91%	2,57%
<b>3. Amélioration des performances des institutions publiques</b>		<b>2,02%</b>	<b>1,97%</b>	<b>1,93%</b>	<b>1,89%</b>
	Dépenses courantes	0,93%	0,90%	0,89%	0,90%
	Dépenses en capital	3,34%	3,16%	2,98%	2,80%
<b>4. Promotion de l'égalité du genre</b>		<b>0,10%</b>	<b>0,11%</b>	<b>0,11%</b>	<b>0,11%</b>
	Dépenses courantes	0,04%	0,06%	0,07%	0,08%
	Dépenses en capital	0,18%	0,16%	0,15%	0,13%
<b>5. Reformes de la gestion des finances publiques</b>		<b>4,25%</b>	<b>4,11%</b>	<b>3,91%</b>	<b>3,63%</b>
	Dépenses courantes	5,95%	5,82%	5,65%	5,41%
	Dépenses en capital	2,20%	2,19%	2,13%	2,00%
<b>Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi</b>					
	Dépenses courantes	26,38%	28,85%	31,57%	34,75%
	Dépenses en capital	3,90%	3,95%	4,04%	4,14%
		53,66%	56,73%	59,87%	62,84%
<b>2. Relevement de la productivité des secteurs porteurs de la croissance</b>		<b>12,96%</b>	<b>13,46%</b>	<b>14,09%</b>	<b>14,77%</b>
	Dépenses courantes	2,18%	2,27%	2,41%	2,54%
	Dépenses en capital	26,04%	26,00%	26,01%	25,97%
<b>2.1. Amélioration des productions agricoles , animales et halieutiques</b>		<b>11,49%</b>	<b>12,05%</b>	<b>12,76%</b>	<b>13,52%</b>
	Dépenses courantes	1,24%	1,29%	1,41%	1,52%
	Dépenses en capital	23,92%	24,10%	24,34%	24,51%
<b>2.2. Exploitation rationnelle des mines et des carrières</b>		<b>0,03%</b>	<b>0,03%</b>	<b>0,02%</b>	<b>0,02%</b>
	Dépenses courantes	0,04%	0,04%	0,04%	0,04%
	Dépenses en capital	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%
<b>2.3. Promotion de l'industrie et de l'artisanat</b>		<b>0,02%</b>	<b>0,02%</b>	<b>0,02%</b>	<b>0,02%</b>
	Dépenses courantes	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%
	Dépenses en capital	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%
<b>2.4. Promotion de la culture et du tourisme</b>		<b>0,07%</b>	<b>0,06%</b>	<b>0,05%</b>	<b>0,05%</b>
	Dépenses courantes	0,08%	0,08%	0,08%	0,08%
	Dépenses en capital	0,04%	0,04%	0,03%	0,03%
<b>2.5. Promotion du Commerce</b>		<b>0,11%</b>	<b>0,10%</b>	<b>0,09%</b>	<b>0,08%</b>
	Dépenses courantes	0,16%	0,15%	0,14%	0,14%
	Dépenses en capital	0,06%	0,05%	0,04%	0,04%
<b>2.6. Promotion du secteur privé</b>		<b>0,98%</b>	<b>0,95%</b>	<b>0,89%</b>	<b>0,83%</b>
	Dépenses courantes	0,21%	0,26%	0,29%	0,31%
	Dépenses en capital	1,91%	1,71%	1,50%	1,31%
<b>2.7. Promotion de l'emploi des Jeunes</b>		<b>0,27%</b>	<b>0,26%</b>	<b>0,25%</b>	<b>0,25%</b>
	Dépenses courantes	0,41%	0,41%	0,42%	0,43%
	Dépenses en capital	0,09%	0,09%	0,09%	0,08%
<b>3. Amélioration du taux d'accès et de la qualité des infrastructures économiques</b>		<b>13,22%</b>	<b>15,19%</b>	<b>17,40%</b>	<b>19,84%</b>
	Dépenses courantes	1,48%	1,44%	1,40%	1,36%
	Dépenses en capital	27,47%	30,59%	33,73%	36,76%
<b>4. Intégration régionale</b>		<b>0,20%</b>	<b>0,19%</b>	<b>0,18%</b>	<b>0,17%</b>
	Dépenses courantes	0,24%	0,24%	0,23%	0,23%
	Dépenses en capital	0,16%	0,14%	0,13%	0,11%
<b>AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale</b>					
	Dépenses courantes	36,86%	36,03%	34,96%	33,89%
	Dépenses en capital	46,12%	46,67%	46,98%	47,49%
		25,50%	24,11%	22,69%	21,40%
<b>1. Accroissement des capacités et de la qualité du système éducatif</b>		<b>23,82%</b>	<b>23,56%</b>	<b>23,09%</b>	<b>22,47%</b>
	Dépenses courantes	35,92%	36,72%	37,35%	38,04%
	Dépenses en capital	9,13%	8,81%	8,52%	8,21%
<b>2. Renforcement des capacités et des performances du système sanitaire</b>		<b>8,94%</b>	<b>8,38%</b>	<b>7,72%</b>	<b>7,15%</b>
	Dépenses courantes	9,59%	9,35%	9,04%	8,88%
	Dépenses en capital	8,14%	7,28%	6,38%	5,58%
<b>3. Réduction de la fécondité</b>		<b>0,18%</b>	<b>0,17%</b>	<b>0,16%</b>	<b>0,16%</b>
	Dépenses courantes	0,05%	0,06%	0,07%	0,07%
	Dépenses en capital	0,34%	0,30%	0,26%	0,23%
<b>4. Intensification de la lutte contre le VIH et des grandes pandémies</b>		<b>2,24%</b>	<b>2,40%</b>	<b>2,59%</b>	<b>2,80%</b>
	Dépenses courantes	0,38%	0,37%	0,35%	0,34%
	Dépenses en capital	4,48%	4,67%	4,87%	5,05%
<b>5. Renforcement et extension de la couverture de la protection sociale</b>		<b>0,00%</b>	<b>0,01%</b>	<b>0,01%</b>	<b>0,01%</b>
	Dépenses courantes	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%
	Dépenses en capital	-	-	-	-
<b>6. Promotion de l'accès à l'eau potable</b>		<b>1,62%</b>	<b>1,52%</b>	<b>1,39%</b>	<b>1,29%</b>
	Dépenses courantes	0,16%	0,15%	0,15%	0,14%
	Dépenses en capital	3,40%	3,04%	2,66%	2,33%
<b>AXE 4 : Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable</b>					
	Dépenses courantes	1,98%	1,82%	1,66%	1,51%
	Dépenses en capital	0,45%	0,46%	0,48%	0,49%
		3,85%	3,36%	2,87%	2,45%
<b>1. Aménagement rationnel et équilibré du territoire</b>		<b>0,37%</b>	<b>0,35%</b>	<b>0,33%</b>	<b>0,30%</b>
	Dépenses courantes	0,14%	0,14%	0,14%	0,14%
	Dépenses en capital	0,65%	0,58%	0,51%	0,45%
<b>2. Protection de l'environnement et gestion durable des ressources naturelles</b>		<b>1,61%</b>	<b>1,47%</b>	<b>1,34%</b>	<b>1,21%</b>
	Dépenses courantes	0,31%	0,31%	0,34%	0,35%
	Dépenses en capital	3,19%	2,77%	2,36%	2,00%
<b>TOTAL GENERAL</b>					
	Dépenses courantes	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Dépenses en capital	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Source : CPCMB, Projection avec le modèle CDMT-Central

# Tableau 11. Enveloppes Budgétaires Ministérielles Projetées 2013-2016

REPUBLIQUE DU BURUNDI CADRAGE BUDGETAIRE 2013-2016		ENVELOPPES PREVISIONNELLES en unités de BIF (hors service de la Dette, dépenses excep., Charges communes)			
		2013	2014	2015	2016
<b>TOTAL ENVELOPPES : 1. Présidence de la République</b>		<b>29 735 354 002</b>	<b>30 509 521 957</b>	<b>31 168 995 615</b>	<b>31 980 450 533</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>19 306 433 324</b>	<b>19 818 053 807</b>	<b>20 208 370 377</b>	<b>20 743 892 192</b>
Coissance		-16,71%	2,65%	1,97%	2,65%
Part relative		3,22%	3,09%	2,85%	2,73%
<b>Dépens en capital</b>		<b>10 428 920 678</b>	<b>10 691 468 150</b>	<b>10 960 625 238</b>	<b>11 236 558 341</b>
Coissance		354,64%	2,52%	2,52%	2,52%
Part relative		2,08%	1,86%	1,63%	1,43%
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>					
<b>Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>					
<b>1 Présidence de la République</b>		<b>29 735 354 002</b>	<b>30 509 521 957</b>	<b>31 168 995 615</b>	<b>31 980 450 533</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>19 306 433 324</b>	<b>19 818 053 807</b>	<b>20 208 370 377</b>	<b>20 743 892 192</b>
Salaires et Traitements		6 094 609 730	6 256 116 888	6 379 331 110	6 548 383 384
Biens et Services		4 003 331 695	4 109 419 985	4 190 355 012	4 301 399 419
Transferts et Subventions		9 208 491 899	9 452 516 934	9 638 684 255	9 894 109 388
<b>Dépenses d'Investissement</b>		<b>10 428 920 678</b>	<b>10 691 468 150</b>	<b>10 960 625 238</b>	<b>11 236 558 341</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales		10 428 920 678	10 691 468 150	10 960 625 238	11 236 558 341
<b>TOTAL ENVELOPPES : 2. Première Vice-Présidence</b>		<b>1 646 024 300</b>	<b>1 780 528 745</b>	<b>1 871 575 184</b>	<b>1 936 320 370</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>1 611 524 300</b>	<b>1 746 005 141</b>	<b>1 837 027 961</b>	<b>1 901 749 510</b>
Coissance		-22,96%	8,34%	5,21%	3,52%
Part relative		0,27%	0,27%	0,26%	0,25%
<b>Dépens en capital</b>		<b>34 500 000</b>	<b>34 523 604</b>	<b>34 547 224</b>	<b>34 570 860</b>
Coissance		-44,66%	0,07%	0,07%	0,07%
Part relative		0,01%	0,01%	0,01%	0,00%
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>					
<b>Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>					
<b>2. Première Vice-Présidence</b>		<b>1 646 024 300</b>	<b>1 780 528 745</b>	<b>1 871 575 184</b>	<b>1 936 320 370</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>1 611 524 300</b>	<b>1 746 005 141</b>	<b>1 837 027 961</b>	<b>1 901 749 510</b>
Salaires et Traitements		129 769 350	142 746 285	150 187 941	155 479 312
Biens et Services		571 074 950	617 903 096	650 115 648	673 020 303
Transferts et Subventions		910 680 000	985 355 760	1 036 724 371	1 073 249 895
<b>Dépenses d'Investissement</b>		<b>34 500 000</b>	<b>34 523 604</b>	<b>34 547 224</b>	<b>34 570 860</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales		34 500 000	34 523 604	34 547 224	34 570 860
<b>TOTAL ENVELOPPES : 3. Deuxième Vice-Présidence</b>		<b>2 335 247 895</b>	<b>2 466 859 723</b>	<b>2 574 824 766</b>	<b>2 660 438 766</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>1 392 347 093</b>	<b>1 520 466 723</b>	<b>1 599 731 764</b>	<b>1 656 092 974</b>
Coissance		-18,68%	9,20%	5,21%	3,52%
Part relative		0,23%	0,24%	0,23%	0,22%
<b>Dépens en capital</b>		<b>942 900 802</b>	<b>946 392 999</b>	<b>975 093 002</b>	<b>1 004 345 792</b>
Coissance		-1,70%	0,37%	3,03%	3,00%
Part relative		0,19%	0,17%	0,15%	0,13%
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>					
<b>Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>					
<b>3. Deuxième Vice-Présidence</b>		<b>2 335 247 895</b>	<b>2 466 859 723</b>	<b>2 574 824 766</b>	<b>2 660 438 766</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>1 392 347 093</b>	<b>1 520 466 723</b>	<b>1 599 731 764</b>	<b>1 656 092 974</b>
Salaires et Traitements		144 890 587	159 379 646	167 688 433	173 596 375
Biens et Services		617 504 379	668 139 738	702 971 229	727 738 074
Transferts et Subventions		629 952 127	692 947 340	729 072 102	754 758 524
<b>Dépenses d'Investissement</b>		<b>942 900 802</b>	<b>946 392 999</b>	<b>975 093 002</b>	<b>1 004 345 792</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales		14 000 000	14 420 000	14 856 926	15 302 634
<b>TOTAL ENVELOPPES : Parlement</b>		<b>15 319 069 503</b>	<b>16 001 844 654</b>	<b>16 554 491 703</b>	<b>17 295 064 343</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>14 707 466 811</b>	<b>15 336 785 636</b>	<b>15 816 410 409</b>	<b>16 479 118 005</b>
Coissance		19,07%	4,28%	3,13%	4,19%
Part relative		2,45%	2,39%	2,23%	2,17%
<b>Dépens en capital</b>		<b>611 602 692</b>	<b>665 059 017</b>	<b>738 081 294</b>	<b>815 946 338</b>
Coissance		255,00%	8,74%	10,98%	10,55%
Part relative		0,12%	0,12%	0,11%	0,10%
<b>AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</b>					
<b>Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance</b>					
<b>Parlement</b>		<b>15 319 069 503</b>	<b>16 001 844 654</b>	<b>16 554 491 703</b>	<b>17 295 064 343</b>
<b>Dépenses courantes</b>		<b>14 707 466 811</b>	<b>15 336 785 636</b>	<b>15 816 410 409</b>	<b>16 479 118 005</b>
Salaires et Traitements		6 304 962 150	6 571 295 214	6 776 168 668	7 060 090 136
Biens et Services		8 085 159 035	8 434 397 489	8 698 823 459	9 063 304 162
Transferts et Subventions		317 345 626	331 092 933	341 418 282	355 723 708
<b>Dépenses d'Investissement</b>		<b>611 602 692</b>	<b>665 059 017</b>	<b>738 081 294</b>	<b>815 946 338</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales					

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre****Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance**

<b>5. Assemblée Nationale</b>	<b>9 079 456 884</b>	<b>9 487 525 913</b>	<b>9 818 084 443</b>	<b>10 253 919 288</b>
Dépenses courantes	8 760 806 884	9 141 025 903	9 433 538 732	9 828 804 005
Salaires et Traitements	3 418 492 556	3 566 855 133	3 680 994 497	3 835 228 167
Biens et Services	5 168 554 382	5 392 869 642	5 565 441 471	5 798 633 468
Transferts et Subventions	173 759 946	181 301 128	187 102 764	194 942 370
Dépenses d'Investissement	318 650 000	346 500 010	384 545 711	425 115 284
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	318 650 000	346 500 010	384 545 711	425 115 284

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre****Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance**

<b>6. Sénat</b>	<b>5 283 736 645</b>	<b>5 525 942 984</b>	<b>5 718 182 555</b>	<b>5 980 256 735</b>
Dépenses courantes	4 990 783 953	5 207 383 977	5 364 646 973	5 589 425 681
Salaires et Traitements	2 109 629 842	2 201 187 777	2 267 663 648	2 362 678 755
Biens et Services	2 740 280 431	2 859 208 602	2 945 556 701	3 068 975 527
Transferts et Subventions	140 873 680	146 987 598	151 426 623	157 771 399
Dépenses d'Investissement	292 952 692	318 559 007	353 535 583	390 831 054
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	292 952 692	318 559 007	353 535 583	390 831 054

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre****Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance**

<b>7. Cour des Comptes</b>	<b>955 875 974</b>	<b>988 375 757</b>	<b>1 018 224 705</b>	<b>1 060 888 320</b>
Dépenses courantes	955 875 974	988 375 757	1 018 224 705	1 060 888 320
Salaires et Traitements	776 839 752	803 252 304	827 510 523	862 183 214
Biens et Services	176 324 222	182 319 246	187 825 287	195 695 166
Transferts et Subventions	2 712 000	2 804 208	2 888 895	3 009 940
Dépenses d'Investissement	0	0	0	0
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	0	0	0	0

**TOTAL ENVELOPPES : 71. Ombzman**

<b>Dépenses courantes</b>	<b>854 318 513</b>	<b>898 743 076</b>	<b>973 788 122</b>	<b>1 022 477 529</b>
Coissance	-9,99%	5,20%	8,35%	5,00%
Part relative	0,14%	0,14%	0,14%	0,13%
<b>Dépens en capital</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Coissance	nd	nd	nd	nd
Part relative	0,00%	0,00%	0	0

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre****Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance**

<b>71. Ombzman</b>	<b>854 318 513</b>	<b>898 743 076</b>	<b>973 788 122</b>	<b>1 022 477 529</b>
Dépenses courantes	854 318 513	898 743 076	973 788 122	1 022 477 529
Salaires et Traitements	0	0	0	0
Biens et Services	854 318 513	898 743 076	973 788 122	1 022 477 529
Transferts et Subventions				
Dépenses d'Investissement	0	0	0	0
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	0	0	0	0

**TOTAL ENVELOPPES : 9. Ministère de l'Intérieur**

<b>Dépenses courantes</b>	<b>3 868 043 691</b>	<b>3 987 519 267</b>	<b>4 109 731 656</b>	<b>4 234 094 540</b>
Coissance	35,01%	3,09%	3,06%	3,03%
Part relative	0,65%	0,62%	0,58%	0,56%
<b>Dépens en capital</b>	<b>4 370 273 122</b>	<b>4 622 495 933</b>	<b>4 964 137 451</b>	<b>5 294 810 397</b>
Coissance	-2,71%	5,77%	7,39%	6,66%
Part relative	0,87%	0,81%	0,74%	0,68%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre****Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance**

<b>9. 01- Ministère de l'Intérieur ( hors volet démographique)</b>	<b>7 656 643 728</b>	<b>8 008 222 795</b>	<b>8 452 224 364</b>	<b>8 888 351 966</b>
Dépenses courantes	3 825 686 769	3 941 222 509	4 060 247 429	4 182 866 902
Salaires et Traitements	1 505 483 032	1 550 948 620	1 597 787 268	1 646 040 443
Biens et Services	820 473 737	845 252 044	870 778 656	897 076 171
Transferts et Subventions	1 499 730 000	1 545 021 846	1 591 681 506	1 639 750 287
Dépenses d'Investissement	3 830 956 959	4 067 000 286	4 391 976 934	4 705 485 065
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	70 000 000	74 039 000	79 510 482	84 805 880

**Objectif stratégique : 5. Politique démographique nationale**

<b>9. 02- Ministère de l'Intérieur (volet démographique)</b>	<b>581 673 084</b>	<b>601 792 405</b>	<b>621 644 744</b>	<b>640 552 971</b>
Dépenses courantes	42 356 922	46 296 757	49 484 227	51 227 639
Salaires et Traitements	41 666 232	45 541 823	48 677 316	50 392 299
Biens et Services	690 690	754 935	806 911	835 340
Transferts et Subventions	0	0	0	0
Dépenses d'Investissement	539 316 162	555 495 647	572 160 517	589 325 332
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales				

<b>TOTAL ENVELOPPES : 11. Ministère de la Sécurité Publique</b>	<b>66 308 424 860</b>	<b>71 925 527 294</b>	<b>80 170 969 082</b>	<b>86 839 188 390</b>
Dépenses courantes	59 420 483 897	64 531 759 364	72 083 784 195	78 044 766 088
<i>Coissance</i>	9,82%	8,60%	11,70%	8,27%
<i>Part relative</i>	9,92%	10,05%	10,17%	10,28%
Dépens en capital	6 887 940 963	7 393 767 930	8 087 184 886	8 794 422 302
<i>Coissance</i>	-0,40%	7,34%	9,38%	8,75%
<i>Part relative</i>	1,37%	1,29%	1,21%	1,12%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

**1. Justice et Etat de Droit**

<b>11. Ministère de la Sécurité Publique</b>	<b>66 308 424 860</b>	<b>71 925 527 294</b>	<b>80 170 969 082</b>	<b>86 839 188 390</b>
Dépenses courantes	59 420 483 897	64 531 759 364	72 083 784 195	78 044 766 088
Salaires et Traitements	35 079 833 859	38 097 357 151	42 555 815 902	46 074 976 984
Biens et Services	23 558 525 742	25 585 000 566	28 579 162 844	30 942 522 011
Transferts et Subventions	782 124 296	849 401 647	948 805 450	1 027 267 093
Dépenses d'Investissement	6 887 940 963	7 393 767 930	8 087 184 886	8 794 422 302
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	1 819 392 283	1 952 935 677	2 136 121 043	2 323 031 634
<b>TOTAL ENVELOPPES : 12. Ministère des Relations Extérieures et de la coopération internationale</b>	<b>32 103 156 031</b>	<b>32 932 993 427</b>	<b>33 784 744 372</b>	<b>34 658 989 290</b>
Dépenses courantes	31 186 989 069	32 013 444 279	32 861 800 553	33 732 638 267
<i>Coissance</i>	40,81%	2,65%	2,65%	2,65%
<i>Part relative</i>	5,21%	4,99%	4,63%	4,44%
Dépens en capital	916 166 962	919 549 148	922 943 819	926 351 023
<i>Coissance</i>	172,37%	0,37%	0,37%	0,37%
<i>Part relative</i>	0,18%	0,16%	0,14%	0,12%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

**Obectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance**

<b>12. Ministère des Relations Extérieures et de la coopération internationale</b>	<b>32 103 156 031</b>	<b>32 932 993 427</b>	<b>33 784 744 372</b>	<b>34 658 989 290</b>
Dépenses courantes	31 186 989 069	32 013 444 279	32 861 800 553	33 732 638 267
Salaires et Traitements	7 932 680 262	8 142 896 289	8 358 683 041	8 580 188 141
Biens et Services	7 647 034 690	7 849 681 109	8 057 697 659	8 271 226 647
Transferts et Subventions	15 607 274 117	16 020 866 881	16 445 419 853	16 881 223 480
Dépenses d'Investissement	916 166 962	919 549 148	922 943 819	926 351 023
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	916 166 962	919 549 148	922 943 819	926 351 023
<b>TOTAL ENVELOPPES : 13. Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants</b>	<b>100 358 308 955</b>	<b>104 916 869 426</b>	<b>111 788 461 674</b>	<b>115 673 265 741</b>
Dépenses courantes	90 861 614 093	95 102 147 722	101 526 086 690	105 103 019 507
<i>Coissance</i>	4,60%	4,67%	6,75%	3,52%
<i>Part relative</i>	15,16%	14,81%	14,32%	13,85%
Dépens en capital	9 496 694 862	9 814 721 704	10 262 374 985	10 570 246 234
<i>Coissance</i>	-3,58%	3,35%	4,56%	3,00%
<i>Part relative</i>	1,89%	1,71%	1,53%	1,35%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

**Obectif stratégique : 1. Justice et Etat de Droit**

<b>13. Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants</b>	<b>100 358 308 955</b>	<b>104 916 869 426</b>	<b>111 788 461 674</b>	<b>115 673 265 741</b>
Dépenses courantes	90 861 614 093	95 102 147 722	101 526 086 690	105 103 019 507
Salaires et Traitements	51 862 752 952	54 283 200 247	57 949 909 923	59 991 581 589
Biens et Services	34 306 087 154	35 907 160 586	38 332 609 575	39 683 131 137
Transferts et Subventions	4 692 773 987	4 911 786 890	5 243 567 191	5 428 306 781
Dépenses d'Investissement	9 496 694 862	9 814 721 704	10 262 374 985	10 570 246 234
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	3 780 000 000	3 959 818 741	4 148 191 658	4 345 525 680

**TOTAL ENVELOPPES : 14. Ministère des Finances et de la Planification du Développement**

<b>Economique</b>	<b>60 534 719 940</b>	<b>64 324 331 235</b>	<b>68 691 572 927</b>	<b>71 695 912 933</b>
Dépenses courantes	38 646 921 728	40 366 536 940	42 386 758 880	43 295 005 141
<i>Coissance</i>	100,01%	4,45%	5,00%	2,14%
<i>Part relative</i>	6,45%	6,29%	5,98%	5,70%
Dépens en capital	21 887 798 212	23 957 794 295	26 304 814 047	28 400 907 792
<i>Coissance</i>	-34,43%	9,46%	9,80%	7,97%
<i>Part relative</i>	4,36%	4,18%	3,92%	3,62%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

**Obectif stratégique : 3. Amélioration des performances des institutions publiques**

<b>14. 01- Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique (ISTEEBU)</b>	<b>2 749 911 310</b>	<b>2 951 599 324</b>	<b>3 409 404 324</b>	<b>3 871 258 188</b>
Dépenses courantes	1 435 361 642	1 471 730 825	1 705 025 469	1 910 639 411
Salaires et Traitements	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	1 435 361 642	1 471 730 825	1 705 025 469	1 910 639 411
Dépenses d'Investissement	1 314 549 668	1 479 868 498	1 704 378 855	1 960 618 777
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	450 000 000	475 084 850	501 568 034	529 527 498

**Obectif stratégique : 5. Politique démographique nationale**

<b>14. 02- Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique (volet démographique)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dépenses courantes	0	0	0	0
Salaires et Traitements	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	0	0	0	0
Dépenses d'Investissement	0	0	0	0
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	0	0	0	0

**Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

**Obectif stratégique : 1. Réformes de la gestion des finances publiques**

<b>14. 03- Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique (hors volet démographique, ISTEEBU et appui au secteur privé)</b>	<b>47 226 410 840</b>	<b>50 293 085 766</b>	<b>53 665 514 465</b>	<b>55 679 838 184</b>
Dépenses courantes	36 186 784 748	37 634 791 095	39 179 299 332	39 657 195 831
Salaires et Traitements	2 244 568 948	2 666 889 919	3 154 717 790	3 335 955 769
Biens et Services	1 576 147 147	1 624 377 250	1 674 083 194	1 735 356 662
Transferts et Subventions	32 366 068 653	33 343 523 926	34 350 498 349	35 387 883 399
Dépenses d'Investissement	11 039 626 092	12 658 294 670	14 486 215 132	16 022 642 354
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	7 196 025 712	7 597 161 775	8 020 658 812	8 467 763 316

**Obectif stratégique : 2.6. Promotion du secteur privé**

<b>14. 04- Ministère des Finances et de la Planification du développement (volet appui au secteur privé)</b>	<b>10 558 397 790</b>	<b>11 079 646 145</b>	<b>11 616 654 138</b>	<b>12 144 816 561</b>
Dépenses courantes	1 024 775 338	1 260 015 020	1 502 434 079	1 727 169 899
Salaires et Traitements	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	1 024 775 338	1 116 580 153	1 331 403 235	1 530 556 065
Dépenses d'Investissement	9 533 622 452	9 819 631 126	10 114 220 060	10 417 646 661
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	0	0	0	0



<b>TOTAL ENVELOPPES : 10. Ministère du Développement Communal</b>	<b>17 275 296 353</b>	<b>18 642 687 842</b>	<b>20 485 573 808</b>	<b>22 500 479 365</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 851 601 802</b>	<b>1 907 520 176</b>	<b>1 958 069 461</b>	<b>2 074 062 940</b>
<i>Coissance</i>	14,77%	3,02%	2,65%	5,92%
<i>Part relative</i>	0,31%	0,30%	0,28%	0,27%
<b>Dépens en capital</b>	<b>15 423 694 551</b>	<b>16 735 167 665</b>	<b>18 527 504 347</b>	<b>20 426 416 425</b>
<i>Coissance</i>	0,56%	8,50%	10,71%	10,25%
<i>Part relative</i>	3,08%	2,92%	2,76%	2,60%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

**Objectif stratégique : 3. Amélioration des performances des institutions publiques**

<b>10. Ministère du Développement Communal</b>	<b>17 275 296 353</b>	<b>18 642 687 842</b>	<b>20 485 573 808</b>	<b>22 500 479 365</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 851 601 802</b>	<b>1 907 520 176</b>	<b>1 958 069 461</b>	<b>2 074 062 940</b>
Salaires et Traitements	313 981 794	323 464 044	332 035 841	349 377 027
Biens et Services	101 612 643	104 681 345	107 455 400	126 797 138
Transferts et Subventions	1 436 007 365	1 479 374 787	1 518 578 219	1 597 888 776
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>15 423 694 551</b>	<b>16 735 167 665</b>	<b>18 527 504 347</b>	<b>20 426 416 425</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	6 789 620 680	7 266 519 195	7 776 914 750	8 323 160 155
<b>TOTAL ENVELOPPES : 16. Ministère de la Justice et Garde des Sceaux</b>	<b>29 254 974 939</b>	<b>31 037 398 058</b>	<b>33 158 619 982</b>	<b>35 457 705 212</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>20 366 119 880</b>	<b>21 203 604 699</b>	<b>22 038 448 304</b>	<b>22 909 745 039</b>
<i>Coissance</i>	29,94%	4,11%	3,94%	3,95%
<i>Part relative</i>	3,40%	3,30%	3,11%	3,02%
<b>Dépens en capital</b>	<b>8 888 855 059</b>	<b>9 833 793 359</b>	<b>11 120 171 678</b>	<b>12 547 960 173</b>
<i>Coissance</i>	2,37%	10,63%	13,08%	12,84%
<i>Part relative</i>	1,77%	1,71%	1,66%	1,60%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

**Objectif stratégique : 1. Justice et Etat de Droit**

<b>16. Ministère de la Justice et Garde des Sceaux</b>	<b>29 254 974 939</b>	<b>31 037 398 058</b>	<b>33 158 619 982</b>	<b>35 457 705 212</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>20 366 119 880</b>	<b>21 203 604 699</b>	<b>22 038 448 304</b>	<b>22 909 745 039</b>
Salaires et Traitements	9 974 349 726	10 498 003 087	11 049 148 249	11 629 228 532
Biens et Services	5 299 308 418	5 459 347 532	5 604 020 242	5 752 526 778
Transferts et Subventions	5 092 461 736	5 246 254 080	5 385 279 814	5 527 989 729
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>8 888 855 059</b>	<b>9 833 793 359</b>	<b>11 120 171 678</b>	<b>12 547 960 173</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	1 118 455 240	1 635 468 317	1 678 015 442	1 721 669 442
<b>TOTAL ENVELOPPES : 17. Ministère à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance et de la privatisation</b>	<b>9 262 563 091</b>	<b>9 492 586 076</b>	<b>9 915 975 938</b>	<b>10 254 377 986</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 948 967 621</b>	<b>2 989 582 742</b>	<b>3 217 882 505</b>	<b>3 355 341 750</b>
<i>Coissance</i>	-4,11%	1,38%	7,64%	4,27%
<i>Part relative</i>	0,49%	0,47%	0,45%	0,44%
<b>Dépens en capital</b>	<b>6 313 595 470</b>	<b>6 503 003 334</b>	<b>6 698 093 434</b>	<b>6 899 036 237</b>
<i>Coissance</i>	-4,27%	3,00%	3,00%	3,00%
<i>Part relative</i>	1,26%	1,13%	1,00%	0,88%

<b>17. Ministère à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance et de la privatisation</b>	<b>9 262 563 091</b>	<b>9 492 586 076</b>	<b>9 915 975 938</b>	<b>10 254 377 986</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 948 967 621</b>	<b>2 989 582 742</b>	<b>3 217 882 505</b>	<b>3 355 341 750</b>
Salaires et Traitements	395 202 820	411 998 940	443 461 277	462 404 744
Biens et Services	271 546 042	283 086 749	304 704 695	317 720 856
Transferts et Subventions	2 282 218 759	2 294 497 054	2 469 716 533	2 575 216 150
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>6 313 595 470</b>	<b>6 503 003 334</b>	<b>6 698 093 434</b>	<b>6 899 036 237</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales				

<b>TOTAL ENVELOPPES : 18. Ministère de la Télécommunication, de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement</b>	<b>6 346 602 783</b>	<b>6 577 170 799</b>	<b>6 817 619 467</b>	<b>7 062 522 892</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>5 370 959 666</b>	<b>5 533 162 648</b>	<b>5 679 791 458</b>	<b>5 830 305 932</b>
<i>Coissance</i>	24,62%	3,02%	2,65%	2,65%
<i>Part relative</i>	0,90%	0,86%	0,80%	0,77%
<b>Dépens en capital</b>	<b>975 643 117</b>	<b>1 044 008 151</b>	<b>1 137 828 009</b>	<b>1 232 216 960</b>
<i>Coissance</i>	-0,68%	7,01%	8,99%	8,30%
<i>Part relative</i>	0,19%	0,18%	0,17%	0,16%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

**Objectif stratégique : 2. Amélioration de la bonne Gouvernance**

<b>18. 01. Ministère de la Télécommunication, de l'Information, de la communication et des relations avec le parlement (hors volet infrastructures de télécom.)</b>	<b>6 346 602 783</b>	<b>6 577 170 799</b>	<b>6 817 619 467</b>	<b>7 062 522 892</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>5 370 959 666</b>	<b>5 533 162 648</b>	<b>5 679 791 458</b>	<b>5 830 305 932</b>
Salaires et Traitements	53 397 602	55 010 210	56 467 980	57 964 382
Biens et Services	172 600 742	177 813 284	182 525 336	187 362 258
Transferts et Subventions	5 144 961 322	5 300 339 154	5 440 798 142	5 584 979 292
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>975 643 117</b>	<b>1 044 008 151</b>	<b>1 137 828 009</b>	<b>1 232 216 960</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	112 158 060	112 234 394	112 310 781	112 387 219

**Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

**Objectif stratégique : 3. Amélioration du taux d'accès et de la qualité des infrastructures économiques**

<b>18. 02 Ministère de la Télécommunication, de l'Information, de la communication et des relations avec le parlement (volet infrastructures de télécom.)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Salaires et Traitements	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	0	0	0	0
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales				

<b>TOTAL ENVELOPPES : 19. Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale</b>	<b>2 620 411 316</b>	<b>2 733 757 244</b>	<b>2 853 742 443</b>	<b>2 972 459 338</b>
Dépenses courantes	2 612 361 316	2 725 706 440	2 845 690 834	2 964 406 924
<i>Coissance</i>	-58,92%	4,34%	4,40%	4,17%
<i>Part relative</i>	0,44%	0,42%	0,40%	0,39%
Dépens en capital	8 050 000	8 050 804	8 051 609	8 052 413
<i>Coissance</i>	-11,58%	0,01%	0,01%	0,01%
<i>Part relative</i>	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit , consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

**Objectif stratégique : 3. Amélioration des performances des institutions publiques**

<b>19. 01- Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale (volet fonction publique)</b>	<b>2 401 419 991</b>	<b>2 473 700 569</b>	<b>2 539 041 092</b>	<b>2 606 113 118</b>
Dépenses courantes	2 393 369 991	2 465 649 765	2 530 989 483	2 598 060 705
Salaires et Traitements	812 390 477	836 924 669	859 103 173	881 869 407
Biens et Services	228 667 608	235 573 370	241 816 064	248 224 190
Transferts et Subventions	1 352 311 906	1 393 151 726	1 430 070 246	1 467 967 108
Dépenses d'Investissement	8 050 000	8 050 804	8 051 609	8 052 413
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	8 050 000	8 050 804	8 051 609	8 052 413

**Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

**Objectif stratégique : 2.7. Promotion de l'emploi des Jeunes**

<b>19. 02- Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale (volet travail)</b>	<b>164 174 209</b>	<b>189 356 734</b>	<b>227 012 332</b>	<b>262 183 040</b>
Dépenses courantes	164 174 209	189 356 734	227 012 332	262 183 040
Salaires et Traitements	155 772 567	179 666 372	215 394 939	248 765 780
Biens et Services	8 401 642	9 690 362	11 617 393	13 417 260
Transferts et Subventions	0	0	0	0
Dépenses d'Investissement	0	0	0	0
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	0	0	0	0

**AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale**

**Objectif stratégique : 5. Renforcement et extension de la couverture de la protection sociale**

<b>19. 03 - Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale (volet sécurité sociale)</b>	<b>54 817 116</b>	<b>70 699 941</b>	<b>87 689 019</b>	<b>104 163 180</b>
Dépenses courantes	54 817 116	70 699 941	87 689 019	104 163 180
Salaires et Traitements	49 781 044	64 204 707	79 632 991	94 593 664
Biens et Services	5 036 072	6 495 234	8 056 028	9 569 516
Transferts et Subventions	0	0	0	0
Dépenses d'Investissement	0	0	0	0
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	0	0	0	0

**TOTAL ENVELOPPES : 20. Ministère à la Présidence chargée des Affaires de la Communauté Est Africaine**

	<b>2 243 125 166</b>	<b>2 366 555 602</b>	<b>2 491 807 954</b>	<b>2 584 401 668</b>
Dépenses courantes	1 451 549 878	1 542 870 497	1 623 303 493	1 680 495 173
<i>Coissance</i>	-17,85%	6,29%	5,21%	3,52%
<i>Part relative</i>	0,24%	0,24%	0,23%	0,22%
Dépens en capital	791 575 288	823 685 105	868 504 462	903 906 495
<i>Coissance</i>	-3,03%	4,06%	5,44%	4,08%
<i>Part relative</i>	0,16%	0,14%	0,13%	0,12%

**Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

**Objectif stratégique : 4. Intégration régionale**

<b>20. Ministère à la Présidence chargée des Affaires de la Communauté Est Africaine</b>	<b>2 243 125 166</b>	<b>2 366 555 602</b>	<b>2 491 807 954</b>	<b>2 584 401 668</b>
Dépenses courantes	1 451 549 878	1 542 870 497	1 623 303 493	1 680 495 173
Salaires et Traitements	117 593 471	124 943 063	131 456 600	136 088 035
Biens et Services	1 330 716 407	1 413 886 182	1 487 594 961	1 540 005 405
Transferts et Subventions	3 240 000	4 041 252	4 251 931	4 401 733
Dépenses d'Investissement	791 575 288	823 685 105	868 504 462	903 906 495
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	10 000 000	10 000 977	10 001 955	10 002 932

**TOTAL ENVELOPPES : 31. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique**

	<b>48 591 693 378</b>	<b>50 013 296 245</b>	<b>50 426 129 179</b>	<b>53 713 421 862</b>
Dépenses courantes	46 717 493 378	48 128 361 678	48 530 398 563	51 806 833 361
<i>Coissance</i>	16,88%	3,02%	0,84%	6,75%
<i>Part relative</i>	7,80%	7,49%	6,84%	6,82%
Dépens en capital	1 874 200 000	1 884 934 567	1 895 730 616	1 906 588 500
<i>Coissance</i>	259,13%	0,57%	0,57%	0,57%
<i>Part relative</i>	0,37%	0,33%	0,28%	0,24%

**AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale**

**Objectif stratégique : 1. Accroissement des capacités et de la qualité du système éducatif**

<b>31. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique</b>	<b>48 591 693 378</b>	<b>50 013 296 245</b>	<b>50 426 129 179</b>	<b>53 713 421 862</b>
Dépenses courantes	46 717 493 378	48 128 361 678	48 530 398 563	51 806 833 361
Salaires et Traitements	367 829 118	378 937 557	382 102 986	407 899 920
Biens et Services	100 352 934	103 383 593	104 247 200	111 285 246
Transferts et Subventions	46 249 311 326	47 646 040 528	48 044 048 377	51 287 648 195
Dépenses d'Investissement	1 874 200 000	1 884 934 567	1 895 730 616	1 906 588 500
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	1 874 200 000	1 884 934 567	1 895 730 616	1 906 588 500

**TOTAL ENVELOPPES : 32. Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire , de l'enseignement des métiers , de la formation professionnelle et de l'alphabétisation**

	<b>215 876 237 897</b>	<b>238 453 634 847</b>	<b>266 495 878 633</b>	<b>290 646 052 621</b>
Dépenses courantes	171 945 489 897	189 427 631 483	210 542 566 811	226 886 729 992
<i>Coissance</i>	7,33%	10,17%	11,15%	7,76%
<i>Part relative</i>	28,70%	29,50%	29,69%	29,89%
Dépens en capital	43 930 748 000	49 026 003 364	55 953 311 822	63 759 322 629
<i>Coissance</i>	3,22%	11,60%	14,13%	13,95%
<i>Part relative</i>	8,76%	8,55%	8,34%	8,13%

**AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale**

**Objectif stratégique : 1. Accroissement des capacités et de la qualité du système éducatif**

<b>32. Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire , de l'enseignement des métiers , de la formation professionnelle et de l'alphabétisation</b>	<b>215 876 237 897</b>	<b>238 453 634 847</b>	<b>266 495 878 633</b>	<b>290 646 052 621</b>
Dépenses courantes	171 945 489 897	189 427 631 483	210 542 566 811	226 886 729 992
Salaires et Traitements	143 205 137 355	157 818 431 679	175 487 424 940	189 152 606 699
Biens et Services	6 003 928 439	7 731 407 211	10 217 462 016	11 897 968 708
Transferts et Subventions	22 736 424 103	23 877 792 593	24 837 679 855	25 836 154 585
Dépenses d'Investissement	43 930 748 000	49 026 003 364	55 953 311 822	63 759 322 629
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	1 700 057 708	1 739 113 637	1 779 066 809	1 819 937 838

<b>TOTAL ENVELOPPES : 33. Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre le SIDA (hors volet SIDA et santé reproductive)</b>	<b>126 016 961 001</b>	<b>134 086 204 909</b>	<b>143 836 382 686</b>	<b>154 956 969 701</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>61 007 389 090</b>	<b>63 297 472 393</b>	<b>65 647 847 423</b>	<b>68 077 862 051</b>
<i>Coissance</i>	1,10%	3,75%	3,71%	3,70%
<i>Part relative</i>	10,18%	9,86%	9,26%	8,97%
<b>Dépens en capital</b>	<b>65 009 571 911</b>	<b>70 788 732 516</b>	<b>78 188 535 263</b>	<b>86 879 107 650</b>
<i>Coissance</i>	-4,47%	8,89%	10,45%	11,11%
<i>Part relative</i>	12,96%	12,35%	11,65%	11,08%

**AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale**

**Objectif stratégique : 2. Renforcement des capacités et des performances du système sanitaire**

<b>33. 01 - Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre le SIDA (hors volet SIDA et santé reproductive)</b>	<b>99 211 933 564</b>	<b>102 568 848 462</b>	<b>106 042 602 629</b>	<b>109 637 386 205</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>58 386 935 968</b>	<b>60 519 100 938</b>	<b>62 731 362 680</b>	<b>65 026 809 058</b>
Salaires et Traitements	29 409 247 600	30 663 552 010	31 971 352 503	33 334 930 688
Biens et Services	1 112 437 567	1 148 767 553	1 186 284 004	1 225 025 667
Transferts et Subventions	27 865 250 801	28 706 781 375	29 573 726 173	30 466 852 703
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>40 824 997 596</b>	<b>42 049 747 524</b>	<b>43 311 239 949</b>	<b>44 610 577 148</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	13 218 704 369	14 049 558 987	14 932 636 529	15 871 219 439

**Objectif stratégique : 3. Réduction de la fécondité**

<b>33. 02 - Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre le SIDA (volet santé reproductive)</b>	<b>1 990 262 904</b>	<b>2 128 810 926</b>	<b>2 256 799 764</b>	<b>2 381 173 368</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>297 432 780</b>	<b>385 195 898</b>	<b>460 876 286</b>	<b>531 372 185</b>
Salaires et Traitements	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	297 432 780	385 195 898	460 876 286	531 372 185
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>1 692 830 124</b>	<b>1 743 615 028</b>	<b>1 795 923 478</b>	<b>1 849 801 183</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales				

**Objectif stratégique : 4. Intensification de la lutte contre le VIH et des grandes pandémies**

<b>33. 03 - Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre le SIDA (volet SIDA)</b>	<b>24 814 764 534</b>	<b>29 388 545 521</b>	<b>35 536 980 293</b>	<b>42 938 410 128</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 323 020 342</b>	<b>2 393 175 556</b>	<b>2 455 608 458</b>	<b>2 519 680 808</b>
Salaires et Traitements	173 028 351	178 253 807	183 637 072	189 182 912
Biens et Services	1 837 021 969	1 892 500 032	1 939 812 533	1 988 307 847
Transferts et Subventions	312 970 022	322 421 717	332 158 853	342 190 050
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>22 491 744 192</b>	<b>26 995 369 964</b>	<b>33 081 371 835</b>	<b>40 418 729 320</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	126 000 000	133 919 663	142 337 112	151 283 635

**TOTAL ENVELOPPES : 35. Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre**

<b>Dépenses courantes</b>	<b>7 722 222 708</b>	<b>8 345 418 288</b>	<b>9 040 359 138</b>	<b>9 489 842 066</b>
<i>Coissance</i>	11,97%	8,07%	8,33%	4,97%
<i>Part relative</i>	1,25%	1,30%	1,27%	1,25%
<b>Dépens en capital</b>	<b>7 570 578 236</b>	<b>7 895 196 687</b>	<b>8 347 326 998</b>	<b>8 721 993 302</b>
<i>Coissance</i>	-2,85%	4,29%	5,73%	4,49%
<i>Part relative</i>	1,51%	1,38%	1,24%	1,11%

**AXE 1: Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre**

**Objectif stratégique : 1. Justice et Etat de Droit**

<b>35. 01 - Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre (hors volet genre)</b>	<b>14 153 481 587</b>	<b>14 928 716 230</b>	<b>15 912 093 146</b>	<b>16 579 705 603</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>7 506 175 157</b>	<b>7 984 736 331</b>	<b>8 555 519 004</b>	<b>8 878 187 742</b>
Salaires et Traitements	577 262 113	614 065 842	657 961 861	682 776 688
Biens et Services	675 815 075	718 902 113	770 292 272	799 343 606
Transferts et Subventions	6 253 097 969	6 651 768 376	7 127 264 870	7 396 067 448
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>6 647 306 430</b>	<b>6 943 979 900</b>	<b>7 356 574 142</b>	<b>7 701 517 861</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	1 972 210 652	2 005 890 678	2 040 145 868	2 074 986 045

**Objectif stratégique : 4. Promotion de l'égalité du Genre**

<b>35. 02 - Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre (volet genre)</b>	<b>1 139 319 357</b>	<b>1 311 898 745</b>	<b>1 475 592 990</b>	<b>1 632 129 765</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>216 047 551</b>	<b>360 681 958</b>	<b>484 840 134</b>	<b>611 654 323</b>
Salaires et Traitements	46 986 701	78 442 247	105 444 557	133 024 506
Biens et Services	6 054 750	10 108 141	13 587 684	17 141 662
Transferts et Subventions	163 006 100	272 131 570	365 807 893	461 488 155
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>923 271 806</b>	<b>951 216 787</b>	<b>990 752 856</b>	<b>1 020 475 442</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales				

**TOTAL ENVELOPPES : 37. Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture**

<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 341 912 746</b>	<b>2 492 469 438</b>	<b>2 677 664 187</b>	<b>2 867 546 172</b>
<i>Coissance</i>	7,63%	6,43%	7,43%	7,09%
<i>Part relative</i>	0,39%	0,39%	0,38%	0,38%
<b>Dépens en capital</b>	<b>441 686 536</b>	<b>502 223 781</b>	<b>584 346 319</b>	<b>679 240 645</b>
<i>Coissance</i>	5,11%	13,71%	16,35%	16,24%
<i>Part relative</i>	0,09%	0,09%	0,09%	0,09%

**Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

**Objectif stratégique : 2.7. Promotion de l'emploi des Jeunes**

<b>37. Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture</b>	<b>2 783 599 282</b>	<b>2 994 693 219</b>	<b>3 262 010 506</b>	<b>3 546 786 817</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 341 912 746</b>	<b>2 492 469 438</b>	<b>2 677 664 187</b>	<b>2 867 546 172</b>
Salaires et Traitements	418 714 583	449 071 390	486 119 780	520 592 134
Biens et Services	263 849 975	280 340 598	300 665 292	321 986 458
Transferts et Subventions	1 659 348 188	1 763 057 450	1 890 879 115	2 024 967 580
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>441 686 536</b>	<b>502 223 781</b>	<b>584 346 319</b>	<b>679 240 645</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	58 387 185	58 425 767	58 464 375	58 503 009

<b>TOTAL ENVELOPPES : 40. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage</b>	<b>127 504 606 162</b>	<b>147 543 915 154</b>	<b>175 111 127 216</b>	<b>207 207 298 538</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>7 542 945 262</b>	<b>8 317 941 580</b>	<b>9 798 488 456</b>	<b>11 145 420 835</b>
<i>Coissance</i>	15,94%	10,27%	17,80%	13,75%
<i>Part relative</i>	1,26%	1,30%	1,38%	1,47%
<b>Dépenses en capital</b>	<b>119 961 660 900</b>	<b>139 225 973 574</b>	<b>165 312 638 760</b>	<b>196 061 877 703</b>
<i>Coissance</i>	7,31%	16,06%	18,74%	18,60%
<i>Part relative</i>	23,92%	24,28%	24,64%	25,00%

**Axe 2: Transformation de l'economie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

**Obectif stratégique : 2.1. Amélioration des productions agricoles, animales et halieutiques**

<b>40. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage</b>	<b>127 504 606 162</b>	<b>147 543 915 154</b>	<b>175 111 127 216</b>	<b>207 207 298 538</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>7 542 945 262</b>	<b>8 317 941 580</b>	<b>9 798 488 456</b>	<b>11 145 420 835</b>
Salaires et Traitements	4 167 246 070	4 595 407 783	5 413 364 554	6 157 503 410
Biens et Services	445 087 542	490 817 850	578 180 670	657 659 282
Transferts et Subventions	2 930 611 650	3 231 715 948	3 806 943 233	4 330 258 143
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>119 961 660 900</b>	<b>139 225 973 574</b>	<b>165 312 638 760</b>	<b>196 061 877 703</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	25 703 043 461	33 881 307 950	44 661 754 946	58 872 353 978

<b>TOTAL ENVELOPPES : 41. Ministère du Commerce, de l'Industrie, Poste et du Tourisme</b>	<b>2 532 728 103</b>	<b>2 774 757 605</b>	<b>2 912 499 176</b>	<b>3 037 964 201</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 937 578 199</b>	<b>2 176 002 066</b>	<b>2 309 544 814</b>	<b>2 431 273 379</b>
<i>Coissance</i>	4,69%	12,31%	6,14%	5,27%
<i>Part relative</i>	0,32%	0,34%	0,33%	0,32%
<b>Dépenses en capital</b>	<b>595 149 904</b>	<b>598 755 538</b>	<b>602 954 362</b>	<b>606 690 822</b>
<i>Coissance</i>	70,54%	0,61%	0,70%	0,62%
<i>Part relative</i>	0,12%	0,10%	0,09%	0,08%

**Axe 2: Transformation de l'economie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

**Obectif stratégique : 2.3. Promotion de l'industrie et de l'artisanat**

<b>41. 01- Ministère du Commerce, de l'Industrie, Poste et du Tourisme (volet industrie et artisanat)</b>	<b>220 885 482</b>	<b>240 993 003</b>	<b>265 282 382</b>	<b>283 925 934</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>183 285 578</b>	<b>201 922 848</b>	<b>224 156 964</b>	<b>241 215 827</b>
Salaires et Traitements	121 507 209	131 531 554	146 014 748	157 126 807
Biens et Services	23 954 769	27 294 460	30 299 905	32 605 798
Transferts et Subventions	37 823 600	43 096 835	47 842 311	51 483 221
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>37 599 904</b>	<b>39 070 155</b>	<b>41 125 418</b>	<b>42 710 107</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	17 510 279	17 577 342	17 644 662	17 712 240

**Obectif stratégique : 2.4. Promotion de la culture et du tourisme**

<b>41. 02- Ministère du Commerce, de l'Industrie, Poste et du Tourisme (volet Tourisme)</b>	<b>721 901 625</b>	<b>738 202 260</b>	<b>754 974 106</b>	<b>772 231 313</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>513 301 625</b>	<b>528 803 334</b>	<b>544 773 195</b>	<b>561 225 345</b>
Salaires et Traitements	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	513 301 625	528 803 334	544 773 195	561 225 345
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>208 600 000</b>	<b>209 398 925</b>	<b>210 200 911</b>	<b>211 005 968</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	208 600 000	209 398 925	210 200 911	211 005 968

**Obectif stratégique : 2.5. Promotion du Commerce**

<b>41. 03- Ministère du Commerce, de l'Industrie, Poste et du Tourisme (volet Commerce)</b>	<b>1 269 940 996</b>	<b>1 300 937 286</b>	<b>1 329 064 091</b>	<b>1 357 911 944</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>990 990 996</b>	<b>1 020 918 924</b>	<b>1 047 973 276</b>	<b>1 075 744 567</b>
Salaires et Traitements	207 960 515	214 240 923	219 918 307	225 746 142
Biens et Services	138 622 843	142 809 253	146 593 698	150 478 431
Transferts et Subventions	644 407 638	663 868 749	681 461 271	699 519 994
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>278 950 000</b>	<b>280 018 362</b>	<b>281 090 815</b>	<b>282 167 376</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	278 950 000	280 018 362	281 090 815	282 167 376

**Obectif stratégique : 2.6. Promotion du secteur privé**

<b>41. 04- Ministère du Commerce, de l'Industrie, Poste et du Tourisme (volet secteur privé)</b>	<b>320 000 000</b>	<b>494 625 056</b>	<b>563 178 598</b>	<b>623 895 011</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>250 000 000</b>	<b>424 356 960</b>	<b>492 641 379</b>	<b>553 087 639</b>
Salaires et Traitements	0	0	0	0
Biens et Services	0	0	0	0
Transferts et Subventions	250 000 000	424 356 960	492 641 379	553 087 639
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>70 000 000</b>	<b>70 268 096</b>	<b>70 537 218</b>	<b>70 807 372</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	70 000 000	70 268 096	70 537 218	70 807 372

<b>TOTAL ENVELOPPES : 44. Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'urbanisme</b>				
	<b>22 033 330 711</b>	<b>25 162 616 666</b>	<b>29 429 366 481</b>	<b>34 371 118 612</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 741 311 230</b>	<b>2 955 761 298</b>	<b>3 310 738 156</b>	<b>3 611 681 352</b>
<i>Coissance</i>	7,73%	7,82%	12,01%	9,09%
<i>Part relative</i>	0,46%	0,46%	0,47%	0,48%
<b>Dépens en capital</b>	<b>19 292 019 481</b>	<b>22 206 855 367</b>	<b>26 118 628 325</b>	<b>30 759 437 260</b>
<i>Coissance</i>	4,75%	15,11%	17,62%	17,77%
<i>Part relative</i>	3,85%	3,87%	3,89%	3,92%

**AXE 4 : Gestion de l'espace et de l'environnement pour un développement durable**

**Objectif stratégique : 1. Aménagement rationnel et équilibre du territoire**

<b>44. 01- Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'urbanisme (volet Urbanisme et Aménagement du Territoire)</b>	<b>4 127 595 992</b>	<b>4 314 719 007</b>	<b>4 464 905 819</b>	<b>4 604 012 485</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>848 586 794</b>	<b>937 339 533</b>	<b>986 204 960</b>	<b>1 020 950 601</b>
Salaires et Traitements	259 236 530	286 349 787	301 277 788	311 892 305
Biens et Services	111 535 106	123 200 437	129 623 128	134 189 967
Transferts et Subventions	477 815 158	527 789 308	555 304 045	574 868 329
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>3 279 009 198</b>	<b>3 377 379 474</b>	<b>3 478 700 859</b>	<b>3 583 061 884</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	1 133 731 964	1 183 597 694	1 235 656 704	1 290 005 461

**Objectif stratégique : 2. Protection de l'environnement et gestion durable des ressources naturelles**

<b>44. 02- Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'urbanisme (volet Eau et environnement)</b>	<b>17 905 734 719</b>	<b>20 847 897 658</b>	<b>24 964 460 662</b>	<b>29 767 106 127</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 892 724 436</b>	<b>2 018 421 765</b>	<b>2 324 533 195</b>	<b>2 590 730 751</b>
Salaires et Traitements	508 633 036	542 411 759	624 673 277	696 208 715
Biens et Services	121 540 750	129 612 367	149 269 224	166 363 023
Transferts et Subventions	1 262 550 650	1 346 397 639	1 550 590 694	1 728 159 013
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>16 013 010 283</b>	<b>18 829 475 893</b>	<b>22 639 927 467</b>	<b>27 176 375 376</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	2 382 796 708	2 487 600 931	2 597 014 831	2 711 241 161

<b>TOTAL ENVELOPPES : 45. Ministère des Transports, des Travaux Publics et de l'Équipement</b>				
	<b>81 074 630 644</b>	<b>94 675 464 469</b>	<b>113 001 559 573</b>	<b>134 794 082 181</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>8 403 907 234</b>	<b>8 699 716 212</b>	<b>9 031 910 434</b>	<b>9 314 480 451</b>
<i>Coissance</i>	-4,45%	3,52%	3,82%	3,13%
<i>Part relative</i>	1,40%	1,35%	1,27%	1,23%
<b>Dépens en capital</b>	<b>72 670 723 410</b>	<b>85 975 748 257</b>	<b>103 969 649 139</b>	<b>125 479 601 730</b>
<i>Coissance</i>	9,49%	18,31%	20,93%	20,69%
<i>Part relative</i>	14,49%	14,99%	15,50%	16,00%

**Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

**Objectif stratégique : 3. Amélioration du taux d'accès et de la qualité des infrastructures économiques**

<b>45. Ministère des Transports, des Travaux Publics et de l'Équipement</b>	<b>81 074 630 644</b>	<b>94 675 464 469</b>	<b>113 001 559 573</b>	<b>134 794 082 181</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>8 403 907 234</b>	<b>8 699 716 212</b>	<b>9 031 910 434</b>	<b>9 314 480 451</b>
Salaires et Traitements	291 875 108	342 700 716	422 513 069	445 079 286
Biens et Services	7 443 154 156	7 667 937 412	7 899 509 121	8 138 074 297
Transferts et Subventions	668 877 970	689 078 085	709 888 243	731 326 868
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>72 670 723 410</b>	<b>85 975 748 257</b>	<b>103 969 649 139</b>	<b>125 479 601 730</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	3 837 070 530	4 122 760 930	4 429 722 506	4 759 539 011
<b>TOTAL ENVELOPPES : 42. Ministère de l'Énergie et des Mines</b>				
	<b>84 035 448 632</b>	<b>110 227 626 805</b>	<b>145 290 377 826</b>	<b>189 316 976 218</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 859 998 787</b>	<b>1 916 170 750</b>	<b>1 966 949 275</b>	<b>2 019 073 431</b>
<i>Coissance</i>	16,59%	3,02%	2,65%	2,65%
<i>Part relative</i>	0,31%	0,30%	0,28%	0,27%
<b>Dépens en capital</b>	<b>82 175 449 845</b>	<b>108 311 456 055</b>	<b>143 323 428 551</b>	<b>187 297 902 787</b>
<i>Coissance</i>	21,98%	31,81%	32,33%	30,68%
<i>Part relative</i>	16,39%	18,89%	21,36%	23,88%

**Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

**Objectif stratégique : 2.2. Exploitation rationnelle des mines et des carrières**

<b>42. 01 - Ministère de l'Énergie et des Mines (volet mines)</b>	<b>310 047 833</b>	<b>319 403 497</b>	<b>328 007 933</b>	<b>336 844 594</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>271 145 447</b>	<b>279 334 039</b>	<b>286 736 392</b>	<b>294 334 906</b>
Salaires et Traitements	216 930 106	223 481 395	229 403 652	235 482 849
Biens et Services	2 748 781	2 831 794	2 906 837	2 983 868
Transferts et Subventions	51 466 560	53 020 850	54 425 903	55 868 189
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>38 902 386</b>	<b>40 069 458</b>	<b>41 271 542</b>	<b>42 509 688</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales				

**AXE 3: Amélioration du taux d'accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale**

**Objectif stratégique : 6. Promotion de l'accès à l'eau potable**

<b>42. 02 - Ministère de l'Énergie et des Mines (volet hydraulique)</b>	<b>18 031 953 096</b>	<b>18 573 106 033</b>	<b>19 126 795 486</b>	<b>19 697 002 774</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>971 719 136</b>	<b>1 001 065 054</b>	<b>1 027 593 278</b>	<b>1 054 824 500</b>
Salaires et Traitements	24 687 234	25 432 788	26 106 757	26 798 586
Biens et Services	664 800	684 877	703 026	721 656
Transferts et Subventions	946 367 102	974 947 388	1 000 783 494	1 027 304 257
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>17 060 233 960</b>	<b>17 572 040 979</b>	<b>18 099 202 208</b>	<b>18 642 178 275</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales				

**Axe 2: Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi**

**Objectif stratégique : 3. Amélioration du taux d'accès et de la qualité des infrastructures économiques**

<b>42. 03 - Ministère de l'Énergie et des Mines (hors volet mines et volet hydraulique)</b>	<b>65 693 447 703</b>	<b>91 335 117 275</b>	<b>125 835 574 407</b>	<b>169 283 128 850</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>617 134 204</b>	<b>635 771 657</b>	<b>652 619 606</b>	<b>669 914 025</b>
Salaires et Traitements	119 921 318	123 542 942	126 816 830	130 177 476
Biens et Services	311 032 121	320 425 291	328 916 561	337 632 850
Transferts et Subventions	186 180 765	191 803 424	196 886 215	202 103 700
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>65 076 313 499</b>	<b>90 699 345 618</b>	<b>125 182 954 801</b>	<b>168 613 214 825</b>
Dont Dépenses d'Investissement sur ressources nationales	24 538 768 178	29 318 579 628	35 029 432 006	41 852 679 162